



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

[secours-catholique.org](http://secours-catholique.org)

 [caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)  
 [Secours Catholique-Caritas France](https://www.facebook.com/SecoursCatholique-CaritasFrance)



**ENSEMBLE,  
CONSTRUIRE  
UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL**

# SOM- MAIRE

ÉDITORIAL .....	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE .....	4
RÉTROSPECTIVE 2018 .....	6
UNE CAMPAGNE POUR RÉNOVER LA PROTECTION SOCIALE .....	8
FAVORISER LA RECONNAISSANCE DES SAVOIRS DE TOUS .....	10
PERMETTRE L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX .....	18
DÉVELOPPER LES TERRITOIRES .....	32
598 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE .....	42
FAVORISER LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE .....	44
RÉPONDRE AUX URGENCES .....	50
UNE ORGANISATION AU SERVICE DE NOTRE AMBITION .....	53
TRANSFORMER NOTRE ORGANISATION POUR MIEUX RÉPONDRE AUX ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ .....	54
COMMUNICATION .....	57
PUBLICATIONS .....	58
GÉNÉROSITÉ ET FINANCES .....	59
LE RÉSEAU CARITAS FRANCE .....	61
GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE .....	64
IDENTITÉ .....	65

# NOUS AVONS BESOIN D'UN CHANGEMENT ET NOUS L'ENGAGEONS<sup>1</sup>

**L**es crises sociales, démocratiques et environnementales qui touchent en premier lieu les personnes les plus pauvres nous engagent, au-delà de l'aide concrète, à transformer notre société en profondeur. Le projet lancé en 2016 par le Secours Catholique-Caritas France porte cette ambition. Il définit quatre changements profonds à accompagner pour contribuer à la construction d'un monde juste et fraternel. Cette volonté de changement fonde nos actions tant au niveau local, national que mondial avec le réseau Caritas. À commencer par le changement qui vise à reconnaître et à prendre en compte les savoirs et l'expérience des personnes les plus fragiles pour transformer la société. Dès le début de l'année se réunissait pour la première fois notre conseil d'animation national, une nouvelle instance de gouvernance nationale qui se compose, pour un tiers, de personnes ayant l'expérience de la précarité. Dans un même mouvement, la fin d'année 2018 aura été marquée par le lancement des 150 débats menés en délégations pour porter les cris, les indignations et les propositions des personnes en situation de précarité, dans le cadre du grand débat national.

Le deuxième changement est celui d'un accès aux droits effectifs pour tous. C'est l'enjeu de l'accompagnement et du plaidoyer que nous menons chaque jour aux côtés des personnes directement concernées, en prenant appui sur nos analyses, notamment sur notre « Enquête de protection sociale » 2018, qui révèle les failles de notre protection sociale et formule des propositions pour la refonder. Ce plaidoyer s'étend aux droits fondamentaux de tous avec la signature, en décembre, du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Un texte fort auquel nous sommes fiers d'avoir contribué avec le réseau Caritas, et qui donne corps à notre refus de laisser le monde se refermer sur lui-même.

Le troisième changement que nous engageons est la mise en œuvre de nouveaux modes de développement durable dans les territoires. C'est en effet sur le plan local, au niveau de nos territoires ruraux et espaces oubliés de la République, aux bidonvilles indiens et terres confisquées aux communautés amérindiennes par les industries extractives... qu'émerge la transformation à laquelle nous aspirons. Un mouvement qui engage notre réseau en profondeur. Ainsi, des sessions se sont tenues en 2018 dans toutes nos régions en vue de partager les expériences territoriales menées avec les habitants et partenaires d'un même territoire, ainsi qu'avec nos partenaires internationaux, pour susciter un changement social durable.

Réunis en août 2018 à Saint-Malo pour leur 5<sup>e</sup> université d'été, les jeunes de notre réseau mondial Young Caritas mettent déjà en œuvre le quatrième changement qui vise à prendre en compte la dimension spirituelle de chacun comme chemin commun de dignité et à susciter une coopération concrète entre les différentes cultures et religions pour transformer le monde. Ils nous rappellent que les questions sociales et écologiques sont intimement liées, et nous fixent une ambition pour les années à venir : susciter une révolution fraternelle avec et à partir des personnes les plus fragiles, principaux acteurs du changement social, écologique et spirituel dont nous avons besoin pour habiter et protéger notre maison commune. ■

**Véronique Fayet**  
Présidente nationale

**Bernard Thibaud**  
Secrétaire général

**Hervé Perrot**  
Aumônier général

1 En réponse à l'appel du pape François lors de la 2<sup>e</sup> Rencontre mondiale des mouvements populaires (Bolivie, 9 juillet 2015).

# ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ ANDRÉA

« COMMENT PEUT-ON GRAVIR LES ÉCHELONS  
DE LA VIE QUAND ON LA COMMENCE  
TOUT EN BAS DE L'ÉCHELLE ? »



C'est Tof – lui-même ayant connu la rue – qui écrit cela au sujet d'Andrée, qu'il a rencontrée au « Pain partagé », dans un de ces repas collectifs animés par le Secours Catholique. C'est, en effet, tout en bas, sur les marches de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris, que

commence la vie d'Andrée. Enfant abandonnée puis placée, maman fugueuse, puis kiosquière près du parc Monceau... Andrée a connu toutes les galères et les expériences – jusqu'à faire de la figuration dans des films. Une histoire d'amour malheureuse lui fera même vivre l'expérience de la rue. Aujourd'hui, elle vit dans un petit appartement que lui a trouvé le Secours Catholique. Quand elle n'est pas dans le bus qui la conduit auprès de ses amis du « Pain partagé »

“ KHADIJA

« ON EST TOUS MIS AU MÊME NIVEAU  
AVEC LE FOOTBALL. »



Cela fait deux ans que Khadija entraîne l'équipe de football du Secours Catholique de Paris. Née dans un quartier populaire en Algérie, elle joue au ballon rond depuis toute petite, une passion familiale. Mais pas facile de vivre du football quand on est une femme au Maghreb. Alors, en 2014, Khadija tente sa chance à Paris où elle connaît la galère et la solitude, jusqu'au jour où elle croise la route du Secours Catholique et devient entraîneuse de football. « *On est tous mis au même niveau avec le football.* » Son rêve désormais : obtenir des papiers pour avoir enfin son propre logement, et pouvoir retourner embrasser sa mère en Algérie.

“ BERNARD

« EN VISITANT TOUTES CES PAUVRETÉS,  
C'EST SANS DOUTE UN PEU DE SA PROPRE  
PAUVRETÉ INTÉRIEURE QU'ON ÉCLAIRE. »



C'est un jour au mois d'août que Bernard, ancien ingénieur aéronautique, entend parler de l'évacuation d'un squat à Cachan. « *Il faut que j'y aille* » se dit-il, et il y va. C'est le début de son combat

pour le droit au logement, qu'il ne cessera de mener, d'abord au sein de la délégation du Secours Catholique du Val-de-Marne, puis au niveau national, et enfin à Limeil-Brévannes, où il accompagne l'ouverture d'un centre d'hébergement d'urgence pour des mères isolées. Ordonné diacre il y a cinq ans, il s'efforce d'ouvrir le cœur des paroissiens à la misère. « *En visitant toutes ces pauvretés, leur dit-il, c'est sans doute un peu de sa propre pauvreté intérieure qu'on éclaire.* »

**“ VANESSA**

**« MALGRÉ LE FAIT QU'ON AIT TOUT POUR SOIGNER LES GENS EN FRANCE, BEAUCOUP PASSENT ENTRE LES MAILLES DU FILET. »**



La protection sociale et Vanessa, c'est une longue histoire, qui commence quand, à 24 ans, on lui découvre une maladie dégénérative rare. Elle se retrouve bientôt en invalidité... et en galère. « *La CPAM et la CAF mettent un an à calculer mes droits, un an pendant lequel je*

*ne vivais que des APL.* » Vanessa se fait aider par son entourage, sous-loue son appartement, vend ses biens. Elle en sort avec la volonté féroce de changer les choses et intègre le « Collectif pour une protection sociale solidaire ». Car si c'est grâce à la protection sociale qu'elle vit aujourd'hui, elle déplore que « *malgré le fait qu'on ait tout pour soigner les gens en France, beaucoup passent entre les mailles du filet* ».

**“ GRÉGORY**

**« MÊME SI ON EST PAUVRE, ON DOIT POUVOIR MANGER SAINEMENT. »**



Cela fait depuis septembre 2018 que Grégory s'est installé à Saint-Mathieu, en Haute-Vienne, pour se rapprocher de son fils. Il y est arrivé avec un projet d'exploitation maraîchère bio, qu'il construit

avec Jean-François Dusseigneur, bénévole chargé de l'accès à l'alimentation au Secours Catholique. Pour les débouchés commerciaux, Grégory a réalisé une étude de marché pour laquelle il est allé voir aussi du côté du Secours populaire. « *Même si on est pauvre, on doit pouvoir manger sainement.* » Il en sait quelque chose, lui qui a connu la galère et les colis alimentaires. C'est pourquoi il rêve aussi d'une épicerie solidaire, un lieu ouvert à tous où l'on proposerait des produits bio locaux à des prix adaptés aux revenus.

**“ ANNE-MARIE ET JEANNINE**

**« L'ACTION BÉNÉVOLE PERMET DE SE RÉALISER. »**



Elles sont sœurs, nées d'un père mineur à Jebel Jerissa, en Tunisie. Dans une vie antérieure, Jeannine était travailleuse sociale et Anne-Marie cadre chez France Télécom. Mais, depuis sept ans, c'est

au Secours Catholique d'Alès qu'elles emploient leur belle énergie, l'une comme responsable de l'équipe locale, l'autre comme animatrice de l'atelier « Bonne humeur » qui réunit une trentaine de femmes chaque mercredi après-midi. Si Anne-Marie a découvert des situations de pauvreté qu'elle ne soupçonnait pas, sa sœur les connaissait déjà. « *Mais au Secours Catholique, mon regard sur les personnes s'est affiné, dans la mesure où je les vois changer. Et percevoir cela, c'est incroyable.* »

**“ VALENTINA**

**« QUAND J'AI VU CES FAMILLES MASSACRÉES, JE N'AI PAS PU RESTER SANS RIEN FAIRE. »**



Sans la chute de l'empire soviétique, Valentina aurait vécu paisiblement en Ouzbékistan. Mais la guerre sévit à sa porte, et les réfugiés affluent. « *Quand j'ai vu ces familles massacrées, je n'ai pas pu rester sans rien faire.* » Valentina devient juriste, fait des recherches

sur les migrations, ce qui la met en disgrâce avec les autorités de son pays et l'oblige à migrer, en Azerbaïdjan puis en Géorgie, avant de s'installer à Moscou où elle fonde sa propre organisation, grâce notamment à l'aide du Secours Catholique. Celle qu'on surnomme la Madone des migrants leur consacre tout son temps. On dit même qu'elle fait trembler les policiers qu'elle surprend à racketter les exilés.

# RÉTRO- SPECTIVE 2018



3-4 FÉVRIER

Trois familles syriennes et une trentaine de bénévoles de trois collectifs du Jura les ayant accueillies dans le cadre de l'opération « couloirs humanitaires » se réunissent pour partager leurs expériences des premiers mois de ces rencontres interculturelles inédites.



20 AVRIL

Dans le cadre de son plaidoyer contre la précarité énergétique, le Secours Catholique-Caritas France réunit à Saint-Brieuc des représentants des pouvoirs publics et des bénéficiaires du nouveau chèque énergie pour comprendre quels sont les freins à son utilisation.



8 JUILLET

Premiers départs en car pour les 1 000 enfants, âgés de 6 à 17 ans, qui vont être accueillis pour une quinzaine de jours ou plus dans le cadre de l'Accueil familial de vacances.

## ET AUSSI...

**JANVIER** Le conseil d'animation national (CAN), la nouvelle instance consultative du Secours Catholique-Caritas France composée pour un tiers de personnes ayant l'expérience de la précarité, se réunit pour la toute première fois à Paris. – Victoire de plaidoyer pour le Secours Catholique-Caritas France. Le juge administratif annule la délibération adoptée par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités visant à exclure les étrangers titulaires de l'aide médicale de l'État (AME) du bénéfice de la réduction Solidarité Transport. **MARS** Une première rencontre de travail est organisée à Lyon avec des personnes engagées dans des projets « Accès digne à l'alimentation de tous », une thématique que le Secours Catholique-Caritas France porte depuis plusieurs années dans les instances nationales, européennes et internationales. Une deuxième rencontre aura lieu à Nantes du 26 au 28. **MAI** Le Secours Catholique-Caritas France organise un grand séminaire national ayant pour thème le changement de regard sur les migrants et s'appuyant sur la publication de l'étude « Perceptions et attitudes des catholiques de France vis-à-vis des migrants » réalisée par More in Common. **JUIN** À l'occasion de la Journée mondiale des parents, les associations cofondatrices des Maisons des familles, à savoir le Secours Catholique-Caritas France et les Apprentis d'Auteuil, publient une évaluation de l'impact social de ces espaces de respiration et d'échange. – Dix jeunes de Young Caritas Val-de-Marne, cinq chrétiens et cinq musulmans, prennent la route à vélo depuis Sucy-en-Brie, direction Taizé où se tient un week-end de rencontre islamo-chrétienne portant



23-26 AOÛT

Sur le thème « *I have a [green] dream, colocataire de la planète* », 550 jeunes du monde entier participent à la 5e université d'été Young Caritas, à Saint-Malo.



30 NOVEMBRE - 2 DÉCEMBRE

Lancement à Ouagadougou, au Burkina Faso, d'un programme régional de deux ans pour accompagner la transition agroécologique de huit pays du Sahel, en vue de relever les défis sociaux et environnementaux auxquels la région doit faire face.



26 OCTOBRE

Des délégations du Secours Catholique-Caritas France participent à la 3<sup>e</sup> « Grève du chômage » organisée dans le cadre du projet « Territoires zéro chômeur de longue durée ». L'objectif de cette journée : montrer qu'il existe encore des activités utiles pouvant se transformer en emplois pour les chômeurs de longue durée.

sur le thème : Vie intérieure et fraternité. **AOÛT** Le 20. Victoire historique pour des peuples autochtones du Pérou. Après plusieurs années de lutte, la cour d'appel de Lima ordonne en effet la suspension des activités pétrolières sur leur sol tant qu'ils n'auront pas été consultés. **SEPTEMBRE** Lancement à Abidjan de « Tournons la page Côte d'Ivoire ». L'objectif de cette nouvelle plateforme est de créer une dynamique citoyenne et militante pour garantir le respect des droits fondamentaux et la volonté du peuple à l'approche des élections présidentielles de 2020. **OCTOBRE** Les 28 et 31. Une cinquantaine de membres de délégations du Secours Catholique-Caritas France et de personnes en situation de précarité se retrouvent à Lourdes pour tirer les enseignements de la rencontre nationale des familles qui s'y était tenue en 2015 en présence de 600 personnes, dont 200 enfants. **NOVEMBRE** Un groupe composé de vingt-trois personnes du siège et de différentes délégations du Secours Catholique-Caritas France, mais aussi des Caritas Brésil, Colombie et Haïti participe au Forum social mondial des migrations à Mexico. **DÉCEMBRE** Dans le cadre de sa campagne de fin d'année, le Secours Catholique-Caritas France lance le Fraternel, un gâteau au chocolat à partager avec le plus grand nombre. – À Marrakech, les États membres des Nations unies adoptent le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce texte historique est le fruit de plusieurs années de négociations auxquelles le Secours Catholique-Caritas France a participé.

# UNE CAMPAGNE POUR RÉNOVER LA PROTECTION SOCIALE

## QUEL SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE POUR NOTRE SIÈCLE ?

C'est à partir d'un constat – notre protection sociale ne corrige pas ou plus toutes les inégalités – que le Secours Catholique-Caritas France s'est lancé en 2015 dans une réflexion sur les améliorations à apporter au système pour qu'il ne laisse personne sur la touche. Cette réflexion a été menée avec des personnes en situation de précarité, des experts et des professionnels, et s'est poursuivie en 2018 par une grande enquête publique dont les résultats ont été présentés dans notre rapport statistique 2018 sur la pauvreté en France.

« **L**a protection sociale est un véritable trésor qui nous permet de nous extraire de la peur du lendemain et nous protège des aléas de la vie », rappelle Daniel Verger, responsable du pôle « Études, recherches et opinions » au Secours Catholique-Caritas France. Avant d'ajouter : « Mais il n'empêche que, dans nos accueils, nous avons remarqué que de nombreuses personnes passent à la trappe. » De fait, parce que notre monde a évolué, que l'espérance de vie est plus grande, que les relations familiales se sont transformées, que le chômage et la précarité de l'emploi touchent de plus en plus de monde..., notre système de solidarité collective ne corrige pas, ou plus, toutes les inégalités. Partant de ce constat, le Secours Catholique s'est lancé en 2015 dans une vaste réflexion pour tenter de repenser notre protection sociale à partir du vécu des personnes concernées.

### FAIRE CONVERGER LES SAVOIRS ET LES EXPERTISES

Ce travail de deux ans s'est fait selon la démarche des carrefours de savoirs qui vient du Québec et qui consiste à alterner, en petits groupes, des temps d'approfondissement et des temps de cocréation pour ensemble « rêver logique ». Ainsi, d'une part, un Collectif réunissant le Secours Catholique, Aequitaz, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le réseau des Accorderies de France s'est constitué en vue de faire interagir les savoirs de personnes ayant l'expérience de la précarité, et ceux d'experts et de professionnels. D'autre part, le Secours Catholique a entrepris une dé-

marche propre qui a abouti lors de l'Assemblée fraternelle du Secours Catholique, organisée à Saint-Malo en août 2017 sur le thème « Contribuer à la société et être protégé ». Des réflexions ont également été menées par des membres de la direction France-Europe du Secours Catholique, et au sein de délégations en Champagne Sud, à Chambéry, à Rennes, dans le Rhône, dans les Hauts-de-France...

La grande enquête nationale en faveur d'une protection sociale plus juste lancée en 2018 s'inscrit dans la suite logique de ce travail. Plus de 3 000 personnes y ont répondu, ce qui a permis, à travers leur vécu, d'avoir une vision à plus grande échelle de la façon dont les personnes vivent concrètement la protection sociale aujourd'hui.

### UNE PROTECTION INSUFFISANTE EN CAS DE GALÈRE

Même si la protection sociale concerne tout le monde, elle n'est pas vécue de la même manière à tous les degrés de l'échelle sociale. La moitié des répondants ayant un niveau de vie inférieur à 1 000 € mensuels racontent avoir été confrontés à un arrêt imprévu de prestations, contre 10 % de ceux gagnant plus de 2 000 €. Même décalage avec les situations non prévues par les administrations, qui touchent en grande majorité des personnes à faible revenu. Autrement dit, la société ne protège pas suffisamment en cas de galère. Les personnes vont alors économiser sur la nourriture et la santé, toujours selon l'enquête, ce qui peut expliquer la différence



d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres : treize ans d'écart pour les hommes, huit ans pour les femmes. À qui la faute ? Non pas celle des agents administratifs, qui sont décrits par les répondants comme plutôt accueillants et à l'écoute. C'est davantage la complexité du système qui serait à incriminer. L'information est souvent mal transmise, les gens sont renvoyés d'un service à l'autre et les délais pour percevoir les allocations sont trop longs. La mauvaise maîtrise de la langue est aussi un obstacle, de même que le tout Internet, qui est supposé faciliter les choses mais fait surtout de nombreux exclus.

**“ LE PAUVRE VIT LA PROTECTION SOCIALE DE MANIÈRE AIGUË. CELLE-CI NE CORRIGE PAS LES INÉGALITÉS, ELLE SE CONTENTE DE BOUCHER UNE DENT CREUSE. ”**

SOPHIE

## POUVOIR CONTRIBUER ET ÊTRE PROTÉGÉ

À partir de ces constats, le « Collectif pour une protection sociale solidaire » a énoncé sept grands principes essentiels qui permettent, selon lui, d'établir un nouveau contrat social basé sur l'engagement de tous pour la protection de chacun. Cela passe notamment par la reconnaissance des contributions qui ne sont pas monétarisées, comme le travail bénévole des aidants. Mais aussi par la confiance, par la reconnaissance du droit à l'erreur, y compris pour les bénéficiaires des *minima* sociaux, par la non-suspension des droits pendant l'étude des dossiers, et par une lutte efficace contre le non-recours aux prestations sociales, qui concerne encore aujourd'hui environ un tiers des personnes rencontrées par le Secours Catholique.

## UN SUPPORT DE PLAIDOYER

Les résultats de l'enquête grand public, ainsi que les contributions des différents groupes ayant travaillé pendant ces deux ans ont nourri le rapport statistique sur la pauvreté en France publié en novembre 2018 par le Secours Catholique. Ce document, largement diffusé auprès des élus, sert de support à un plaidoyer qui repose sur une idée très simple : pour bien vivre ensemble, chacun doit pouvoir contribuer à la société et être protégé. ■

# LES 7 PRINCIPES

QUE LE « COLLECTIF POUR UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE » PROPOSE AU DÉBAT PUBLIC

## PRINCIPE DE DIGNITÉ

Un revenu, un toit, des soins pour toutes les personnes vivant en France de manière stable et effective.

## PRINCIPE DE JUSTICE

Le financement de la protection sociale doit reposer sur des bases justes où chacun contribue selon ses moyens. Les services publics, les prestations et les accompagnements proposés doivent protéger les personnes et corriger les inégalités tout au long de la vie.

## PRINCIPE DE QUALITÉ

L'administration doit assurer un service de qualité fondé sur la confiance, et assurer une continuité des droits quoi qu'il arrive.

## PRINCIPE DE CONTRIBUTION

Toutes les contributions à la société – le travail rémunéré, mais aussi les solidarités familiales, l'engagement associatif, syndical, politique, le bénévolat... – doivent donner accès à des droits comparables pour tous.

## PRINCIPE DE SOUTENABILITÉ

Toute action politique (politiques agricoles, écologiques, de logement, fiscales, éducatives, économiques...) peut avoir des effets sur la santé et le niveau de vie des personnes. D'où l'importance de la cohérence de cette action avec l'objectif d'une protection sociale solidaire.

## PRINCIPE DE DÉMOCRATIE

L'importance et les enjeux d'une protection sociale basée sur la solidarité doivent être transmis et partagés par tous. Cela passe par une éducation citoyenne et une culture civique, et par une nouvelle gouvernance associant entreprises, syndicats, État et citoyens.

## PRINCIPE D'UNIVERSALITÉ

La protection sociale doit traiter toutes les personnes vivant sur le territoire de manière égale, quels que soient leur âge, leur statut, leur sexe et leur nationalité.

# FAVORISER LA RECONNAIS- SANCE DES SA- VOIRS DE TOUS

*« Les savoirs des personnes et des groupes en précarité sont reconnus et partagés pour créer des connaissances et pratiques nouvelles. »*

Projet national 2016-2025 du Secours Catholique.

**LES PERSONNES ET LES GROUPES** qui vivent des situations de précarité développent une expertise qui reste méconnue voire méprisée. Or la reconnaissance des savoirs de tous est fondamentale pour lutter efficacement contre la misère et transformer la société. C'est cette participation de tous, le premier des quatre changements visés par le Secours Catholique-Caritas France, qui a été à l'œuvre en 2018 dans nos actions et notre plaidoyer, tant en France qu'à l'international. Les personnes ayant l'expérience de la précarité composent un tiers de notre nouveau conseil d'animation national, qui s'est réuni pour la toute première fois en janvier 2018. C'est avec elles que nous menons un plaidoyer auprès du gouvernement pour que sa stratégie de lutte contre la pauvreté prévoie la participation des personnes aux politiques sociales qui les concernent. C'est avec elles que nous avons mené notre grande réflexion et enquête nationale pour repenser notre modèle de protection sociale (voir p. 8). C'est avec elles que nous imaginons et développons des projets comme l'Agence immobilière sociale (AIS) et que nous améliorons des pratiques comme celles des aides financières. Et c'est enfin grâce à leur production de connaissance et de réflexion, à travers des expériences comme la revue *L'Apostrophe* ou les sessions théologiques de Nevers, que, tous ensemble, nous grandissons en humanité.



G. KERBAOL / S.C.C.F.

## AVEC LES SAVOIRS DE TOUS EN FRANCE

### UN NOUVEAU CONSEIL D'ANIMATION NATIONAL COMPOSÉ POUR UN TIERS DE PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PRÉCARITÉ

La volonté du Secours Catholique-Caritas France de mieux faire reconnaître les savoirs de tous pour créer des connaissances et des pratiques nouvelles s'est concrétisée en premier lieu par la création d'une nouvelle instance consultative, le conseil d'animation national (CAN), qui a un rôle de conseil auprès du conseil d'administration quant à la mise en œuvre du projet national. Créé en 2017, le CAN est composé de 60 personnes choisies pour leurs expériences variées : expérience d'une vie difficile, des dynamiques d'animation ou encore de la prise de responsabilité. Cette instance s'est réunie à deux reprises en 2018 : les 24 et 25 janvier à Paris pour son lancement, et du 18 au 20 septembre à Strasbourg. Le premier sujet dont le CAN s'est emparé est celui de la gouvernance partagée, avec une question très concrète : si on veut être tous acteurs à tous les niveaux de l'organisation, qu'est-ce qu'il faut changer par rapport à aujourd'hui ? De très nombreuses propositions ont été élaborées

au cours de ces deux sessions et communiquées au conseil d'administration du Secours Catholique. Elles valorisent la présence significative, dans nos projets et instances de gouvernance, notamment dans les conseils d'animation de délégation, de personnes en situation de précarité, en insistant sur l'importance des conditions de mise en œuvre pour que chacun y prenne une place active (animation, accompagnement et formation des membres, moyens matériels).

### ÉTUDE SUR LA PARTICIPATION AU SECOURS CATHOLIQUE DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

La participation des personnes ayant l'expérience de la précarité dans les instances de décision fait partie des principes forts du projet national du Secours Catholique-Caritas France. Afin d'accompagner le développement de cette approche dans nos propres réseaux, nous avons demandé à une anthropologue de faire le point sur nos pratiques concernant la participation des personnes dans les lieux de décision, dans le cadre de »

» mobilisations citoyennes à des fins de plaidoyer et autour du vivre-ensemble avec l'autre considéré comme un égal. Cet important travail d'enquête et de terrain, mené dans deux délégations ainsi qu'au siège de l'association et dans ses instances de décision, s'est terminé à la fin de 2018. Les premiers constats révèlent que de plus en plus d'actions se développent dans cet esprit participatif, que de véritables moyens sont investis et déployés en ce sens, et que le nombre de délégations qui mettent en place un conseil d'animation multiacteur est en augmentation. Les conclusions et recommandations de cette étude seront remises au cours de l'année 2019.

### CONTRIBUTION À LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La stratégie de lutte contre la pauvreté annoncée en septembre 2018 par le président de la République est l'un des fruits du plaidoyer du Secours Catholique-Caritas France et de ses partenaires. C'est en effet grâce à notre mobilisation collective que la thématique figure au programme des réformes et qu'une concertation des principaux acteurs, dont le Secours Catholique,

a été ouverte dès janvier 2018. Plusieurs mesures préconisées ont été retenues, parmi lesquelles l'augmentation de la prime d'activité, l'élargissement de l'expérimentation de « territoires zéro non-recours », l'ouverture de places de crèches et un meilleur accès à la cantine pour les enfants des familles vivant dans la précarité, la généralisation des Points conseil budget et leur financement par l'État à hauteur de 6 millions par an, ou encore le développement de la participation des personnes concernées à l'élaboration des politiques sociales. Que des personnes ayant connu ou vivant des situations de précarité aient fait partie des acteurs du Secours Catholique participant aux ateliers n'est pas pour rien dans cette volonté de les associer davantage aux décisions (le délégué interministériel a même parlé de « choc de participation »). Ni dans le changement de regard du gouvernement qui a rayé, du moins temporairement, les mots de fraude ou d'assistantat de son vocabulaire courant.

### UNE AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE COCONSTRUITE ET GÉRÉE AVEC LES PERSONNES RELOGÉES

L'Agence immobilière sociale (AIS) du Secours Catholique-Caritas France a pour but de lutter contre le mal-logement et de faire vivre concrètement la politique du « logement d'abord ». Opérationnelle depuis la fin de 2018, elle met en relation des propriétaires solidaires et des personnes mal logées, accompagnées par le Secours Catholique, afin de leur permettre d'accéder à un logement digne et pérenne. Le rôle de cette agence est de trouver des logements dont les loyers sont adaptés aux capacités financières des personnes, et de convaincre les propriétaires de conventionner leur bien à un niveau proche du logement social. Au-delà d'offrir un logement, l'AIS travaille avec les personnes et les familles identifiées pour construire avec elles un parcours de sortie de la rue ou de l'hébergement d'urgence qui leur permette enfin, non seulement d'avoir un toit, mais un « chez soi » adapté à leurs besoins. Pour donner toutes les chances de réussite au projet, des personnes mal logées y ont été associées dès les débuts. Leur contribution a permis d'affiner la démarche, notamment de travailler sur les conditions d'accès au logement et de faire de l'AIS une expérimentation assez unique, où dialoguent bénévoles, futurs locataires et propriétaires, salariés. Pour pérenniser cette dynamique, les différentes parties prenantes élaboreront une charte



É. PERRIOT / SCCF

qui permettra d'organiser l'implication de tous, notamment par une représentation des locataires dans les instances de gouvernance de l'association.

## LA PRATIQUE DES AIDES FINANCIÈRES REPENSÉE AVEC LES PERSONNES CONCERNÉES

Le Secours Catholique-Caritas France avait mené tout au long de l'année 2017 un important travail de réflexion pour repenser ses aides financières en fonction des ambitions de son projet national. Menée à partir des pratiques des délégations, mais aussi, et c'était toute l'originalité de la démarche, de l'expérience des personnes concernées, cette réflexion a permis d'identifier 11 repères pour un accueil digne de ceux et celles qui viennent solliciter une aide.

En 2018, le Secours Catholique a produit plusieurs outils d'animation pour favoriser la mise en pratique de ces 11 repères : une affiche les reprenant sous forme de pictogrammes, pour une valorisation dans les locaux d'accueil, un livret pédagogique à destination des animateurs, un mémo dépliant pour les bénévoles et une brochure partenaire, notamment pour les acteurs sociaux. Le groupe national baptisé « Aide et entraide », qui a mené ce travail, a réalisé un rapport de capitalisation sur sa démarche afin d'en tirer des enseignements et de les partager au sein du réseau. Enfin, pour découvrir et partager les changements produits par cette démarche, des reportages sous forme de diaporamas sonores ont été réalisés dans 11 accueils.

## PRISE EN COMPTE DE LA PAROLE DES MIGRANTS

Au cours de l'hiver 2018, au moment des débats sur la loi asile et immigration, le Secours Catholique-Caritas France a invité des députés à venir rencontrer et échanger avec des migrants dans ses accueils. Ces rencontres auxquelles 150 députés et 9 sénateurs ont accepté de participer ont été très fructueuses. La découverte des réalités vécues par les migrants, et notamment du montant très élevé des timbres fiscaux pour les taxes de séjour, a incité un groupe de députés menés par madame Stella Dupont, élue de Maine-et-Loire, à déposer un amendement. Certes retoqué au moment du vote en commission des finances, cet amendement a toutefois permis la création d'une commission sur le sujet au début de 2019, commission au cours de laquelle le Secours Catholique sera »

## SENSIBILISER LES CATHOLIQUES À L'ACCUEIL DES MIGRANTS

### Étude sur les catholiques de France vis-à-vis des migrants

Mieux saisir les réticences à l'accueil des migrants observées chez certains catholiques en France afin de faire évoluer les regards, tel était l'objet de l'étude d'opinion que le Secours Catholique-Caritas France, le CCFD-Terre solidaire, JRS France (Jesuit Refugee Service) et la Pastorale des migrants ont confiée à More in Common en 2018. Fondée sur une approche typologique, cette étude regroupe les catholiques de l'échantillon considérés en fonction de leurs perceptions, de leurs attitudes et de leur niveau d'engagement vis-à-vis des migrants.

Il en ressort que l'attitude des catholiques à l'égard des migrants ne se résume pas à une lutte entre l'ouverture et la fermeture, mais qu'elle est plutôt dominée par une certaine ambivalence.

Deux des cinq groupes identifiés, qui représentent 45 % de l'échantillon total, témoignent d'une forte ouverture à l'altérité. Deux autres, qui pèsent pour un tiers du panel, manifestent davantage des attitudes de fermeture. Et un dernier groupe (22 %) est ambivalent, tiraillé entre, d'une part, sa compassion à l'égard des migrants et sa sensibilité à l'appel du pape et d'autre part ses craintes vis-à-vis de l'islam. Ces résultats laissent espérer qu'une partie conséquente des chrétiens peut être accompagnée vers une plus grande disposition à l'hospitalité et à la solidarité, à condition qu'on sache écouter et prendre en compte les craintes exprimées. Ils serviront de base aux actions de sensibilisation qui seront menées dans nos délégations à partir de 2019.

### Sensibilisation et changement de regard envers les migrants

L'étude d'opinion présentée ci-dessus est une des trois étapes d'un travail de fond engagé par le Secours Catholique-Caritas France, le CCFD-Terre solidaire, JRS France et la Pastorale des migrants sur la sensibilisation et le changement de regard des catholiques envers les migrants. Ce travail avait été amorcé par un recensement et une analyse de l'impact des actions déjà menées en ce sens dans nos réseaux, au niveau national et interassociatif. Il s'est clos les 24 et 25 mai 2018 par un séminaire national visant à identifier ensemble les bonnes pratiques à développer dans nos réseaux et celles à inventer. Une étape importante qui a permis de croiser l'analyse de nos actions et celle de l'état de l'opinion des catholiques sur l'accueil des migrants. ■



X. SCHWABEL / SCCF

» auditionné. Nous nous réjouissons que la parole des personnes migrantes ait pu entraîner la demande d'adaptation de la loi discutée à l'Assemblée nationale.

### **L'APOSTROPHE : LA PAROLE ET L'ÉCRIT COMME TÉMOIGNAGE DES PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PRÉCARITÉ**

La revue *L'Apostrophe*, lancée en 2016, a pris son essor en 2018, avec la parution des numéros 4 et 5. Une vraie dynamique s'est créée autour de cette revue dont tous les auteurs sont des personnes vivant ou ayant vécu des difficultés ou des situations de précarité. En 2018, quatre formations à l'animation d'ateliers d'écriture ont été lancées, et des groupes d'écriture se sont créés un peu partout en France, des espaces où chacun peut s'ouvrir à la créativité, par les mots comme par l'image. Un comité éditorial composé de personnes vivant ou ayant vécu la précarité, de salariés de nos départements communication et animation suit l'élaboration de la revue. Pour chaque numéro, plusieurs des groupes d'écriture sont sollicités pour réfléchir à un thème donné ; leurs contributions sont ensuite mises en

forme par le comité éditorial, également composé de personnes ayant l'expérience de la précarité. À chaque numéro, nous tenons le pari de l'honnêteté et de la fidélité à la parole et à la pensée des auteurs. Les textes sont, dans cette intention, relus et validés par les groupes et peuvent faire l'objet de plusieurs allers et retours. L'ambition est que la revue *L'Apostrophe*, par la qualité des débats qu'elle porte, puisse servir d'outil de plaidoyer.

### **RÉFLEXIONS THÉOLOGIQUES SUR LE THÈME DE L'HOSPITALITÉ**

Chaque année, le réseau Saint-Laurent organise à Nevers une session de théologie pastorale consacrée à l'expérience de foi des personnes en situation de pauvreté et à la diaconie. En décembre 2018, les groupes ont échangé et réfléchi sur le thème de l'hospitalité. Extrait de cette parole. « *L'hospitalité... C'est accueillir avec son cœur : à partir du moment où on donne l'hospitalité à quelqu'un, c'est vraiment l'accueillir en profondeur. Ce n'est pas dire : voilà, je t'accueille une journée, mais après on n'y pense plus. Ça permet aussi d'accueillir sa personnalité, d'arriver à se connaître ensemble. Et, à son tour, un jour, il peut m'accueillir. Voilà ce qui crée du lien. ...] Quand on est*

*en grande souffrance, accueillir l'autre, ce n'est pas toujours facile. Quand on est en souffrance, on est heureux d'avoir rencontré des gens qui nous accueillent. On peut apprendre par ceux qui nous accueillent et franchir le pas en essayant d'accueillir quelqu'un. Pas l'accueillir avec nos souffrances, pas prendre en plus sa souffrance, mais l'accueillir dans la joie, pouvoir lui dire : "Tu vas poser ton fardeau et on va faire l'hospitalité." L'hospitalité, ça doit être la joie. »*

## SUITE DE LA RENCONTRE NATIONALE DES FAMILLES

Pour donner une suite à la première rencontre familiale de Lourdes, organisée en 2015 par le Secours Catholique-Caritas France et réunissant 600 personnes dont 200 enfants, une session famille rassemblant 53 personnes s'est tenue du 28 au 31 octobre 2018. L'occasion pour les participants de voir quels ont été les fruits de la démarche, comment se vivent depuis les solidarités familiales dans les délégations et comment améliorer l'accompagnement des familles en les associant.

De nombreuses délégations étaient représentées, venues avec des parents en situation de précarité et, pour l'une d'entre elles, avec un groupe d'adolescents. Certains parents ayant participé à la rencontre de 2015 et s'étant investis dans l'activité de leur délégation étaient même présents en tant que responsables d'équipe. La session a permis de mettre en évidence que la plupart des délégations développent aujourd'hui d'autres formes d'accompagnement en vue de laisser toute leur place aux parents. Les échanges pendant ces trois jours les ont confortées dans ce qui peut être construit avec les familles et en ont encouragé d'autres à faire évoluer leurs pratiques.

## MAISONS DES FAMILLES : DES LIEUX D'ÉDUCATION À LA PARENTALITÉ

Lancées en 2009 à Grenoble par le Secours Catholique-Caritas France et les Apprentis d'Auteuil, les Maisons des familles sont des lieux privilégiés d'écoute, de partage et d'entraide entre les familles. En 2018, on en dénombrait 15 sur l'ensemble du territoire, dont 3 créées dans l'année à Ermont, Toulouse et Vaulx-en-Velin, et 4 autres à l'étude, à Chambéry, au Mans, à Nanterre et en Guyane. Le 1<sup>er</sup> juin, à l'occasion de la Journée mondiale des parents, les asso-

ciations cofondatrices des Maisons des familles ont publié une évaluation de l'impact social de ces structures. Si chacune d'elles a ses spécificités propres, toutes partagent un certain nombre de fondamentaux originaux, qui les distinguent des dispositifs classiques de soutien à la parentalité. Organisées autour d'une cuisine, d'un salon ou d'une salle de jeux, ces maisons sont de véritables espaces de vie, décorés par les familles qui peuvent ainsi se les approprier. Lieux de sociabilisation, de respiration, de remobilisation, les Maisons des familles permettent un accompagnement global qui conforte les parents dans leurs compétences éducatives, enrichit leurs pratiques et développe une relation éducative fondée sur la communication, le partage et l'échange entre parents et enfants.

*« Avec mes fils, ça nous a rapprochés parce qu'à la maison, je ne peux pas toujours être à côté d'eux, il faut que je fasse à manger, le ménage... À la fin, je suis fatiguée. Là, je peux faire des jeux avec eux. Je ne suis pas stressée et ils le voient. » »»*



## LA PAROLE POUR SE RECONSTRUIRE EN TANT QUE VICTIMES DE TRAITE

» Ils s'appellent (ou se sont choisis pour prénom) Étienne, Happy, Henriette, Irina, Jude, Rhania, Véronique... Ils viennent d'Afrique ou d'Europe de l'Est et ont connu l'exploitation, non seulement sexuelle mais aussi par le travail, parce qu'ils ont été forcés à la mendicité. Toutes ces formes d'esclavage moderne qu'ils ont subies relèvent de la traite des êtres humains, un phénomène mal connu, entouré et marqué par le mensonge. Rendre la parole à ces victimes, les écouter, les croire, c'est remettre un peu de vérité et apporter de la visibilité à la réalité de ce qu'elles ont vécu. C'est leur redonner le statut d'être humain qui leur a été longtemps dénié, faire valoir leurs droits, leur permettre de redevenir le sujet de leur propre histoire et de se reconstruire, mais aussi d'influer sur les décideurs et de faire bouger les lois pour une meilleure prise en compte des victimes. C'est pourquoi, en 2018, à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite, le collectif d'associations « Ensemble contre la traite des êtres humains », dont le Secours Catholique-Caritas France est coordinateur, a complètement renouvelé son site web [contrelatraite.org](http://contrelatraite.org) et lancé une *newsletter* qui fait la part belle aux témoignages des victimes tout en informant sur la réalité de la traite.

**“ CETTE PEUR EST PREMIÈRE : QUELQUE CHOSE DE MAUVAIS VA M'ARRIVER. T'AS PEUR DE CE QU'ELLE VA TE FAIRE, VA FAIRE À TA FAMILLE. ÇA C'EST TRÈS IMPORTANT. PAS ASSEZ DE CONFIANCE EN TOI [...]. TU TE DEMANDES : COMMENT JE VAIS Y ARRIVER ? ”**

VÉRONIQUE

## RENDRE LA PAROLE AUX PERSONNES DÉTENUES

Entre 2016 et 2017, une consultation de grande ampleur a été menée à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France et de Caritas Allemagne dans les prisons de huit pays d'Europe en vue d'identifier les éléments nécessaires à l'autonomisation des personnes détenues. Le besoin d'être reconnu comme une personne humaine à part entière s'im-

pose comme la condition préalable à la capacité de choisir et de s'autonomiser. Mais sont importants également le besoin de sociabilisation, l'amélioration de la vie quotidienne, la valorisation du temps de la peine et la possibilité d'avoir de vrais espaces de décompression. Les résultats de l'enquête, leur analyse et les propositions qui en découlent ont fait l'objet d'un rapport paru en septembre 2018 et diffusé auprès des réseaux associatifs et des décideurs. À des fins de sensibilisation et d'animation dans les écoles et partout dans la société, l'idée est née de traduire la parole des détenus sous forme d'un dessin animé de huit minutes qui, à partir de la « fabrication » d'une marionnette, montrera comment le système carcéral peut soit contribuer à casser l'individu, soit permettre qu'il se réhumanise.

## FAVORISER LA PRATIQUE ARTISTIQUE POUR TOUS

L'accès à la culture, notamment à travers la pratique artistique, occupe une place importante parmi les divers types d'accompagnement que propose le Secours Catholique-Caritas France. Ces actions sont en effet souvent plus impliquantes pour les personnes accompagnées, elles ont aussi un impact plus directement perceptible sur leur vie. Afin de mieux mesurer les bénéfices de ces expériences, nous avons réalisé une étude qui s'est achevée en 2018.

Partant d'un état des lieux des projets déjà entrepris au niveau local, l'étude fait l'analyse des besoins et dégage quelques priorités : sensibiliser et fédérer le réseau des acteurs du Secours Catholique mobilisés dans les actions culturelles, s'associer à d'autres organisations déjà impliquées dans ce type d'actions et y investir plus de moyens.

Ce travail a également débouché sur la constitution d'une équipe « agir par la culture » qui va porter cette démarche à l'échelle nationale et piloter le développement d'un maillage territorial. L'enjeu est de taille car, comme le rappelait la présidente du Secours Catholique Véronique Fayet, la culture est « *une respiration qui permet de nous ouvrir au monde, de regarder des horizons différents et d'aller vers les autres* » ■



## AVEC LES SAVOIRS DE TOUS DANS LE MONDE

### RENFORCER LES LIENS COMMUNAUTAIRES POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE AU BURKINA FASO

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France est partenaire d'ATD Quart Monde, dont les stratégies entrent en résonance avec les nôtres. Les activités d'ATD que nous soutenons au Burkina reposent sur trois piliers : le respect de la dignité humaine, la proximité avec les communautés les plus isolées et vulnérables, et la valorisation des savoirs des plus démunis. Le programme d'ATD, soutenu par le Secours Catholique, s'est ainsi axé autour d'actions privilégiant le savoir sur « l'avoir » et valorisant les liens communautaires afin que personne ne reste en dehors du cercle de solidarité garant de la sécurité de tous. Sur ce programme, une autoévaluation a été menée par les membres d'ATD avec l'accompagnement du Secours Catholique, sur la période 2014-2018, mettant ainsi en lumière tant les avancées et les difficultés rencontrées que l'originalité de la méthode développée. En effet, par sa grande proximité depuis trente-cinq ans avec des enfants, des familles et des communautés très pauvres et marginalisées, mais aussi par la crédibilité acquise dans le pays, ATD Quart Monde a su favoriser la participation des personnes et communautés très pauvres à la marche du pays et redonner force au socle éthique. Autant d'aspects que le Secours Catholique défend à travers le monde.

### UN ÉCHANGE DE SAVOIRS FRUCTUEUX ENTRE NOS PARTENAIRES DU BANGLADESH ET DU VIETNAM

Ce projet inédit est parti du besoin exprimé en septembre 2018 par un partenaire vietnamien, CENDI, qui défend les droits coutumiers et fonciers des communautés autochtones. Celui-ci souhaitait définir un cadre de suivi et d'évaluation pour améliorer la mesure de l'impact de ses projets. Dans une logique d'échanges d'expertises et de savoirs Sud-Sud, le Secours Catholique-Caritas France a fait appel à un consultant d'un institut de formation et de recherche de Caritas Bangladesh. Celui-ci a passé dix jours chez CENDI au Vietnam. La richesse de cet échange a été d'inclure des indicateurs

nouveaux qui prennent en compte la question du bien-être, de la culture et de la vitalité de la communauté. Ensemble, ils ont élaborés six questionnaires qui permettront de récolter des informations en début et en fin de projet. Cette méthodologie sera progressivement intégrée à tous les projets qui seront menés à l'avenir par notre partenaire au Vietnam.

### SOUTIEN ÉDUCATIF ET MOBILISATION DES FEMMES DANS LES QUARTIERS MARGINALISÉS EN ISRAËL ET EN PALESTINE

En Israël et en Palestine, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu des actions de solidarité et de justice menées par des communautés marginalisées. Réalisé par Mahapach-Taghir, une association israélienne construite sur un partenariat entre Juifs et Arabes d'Israël, ce projet vise à lutter contre l'exclusion sociale en créant des opportunités socio-éducatives pour tous, notamment pour les femmes et les enfants. L'association œuvre également à renforcer le *leadership* de femmes qui luttent au sein de leur communauté pour un meilleur accès aux services de base et soutient des communautés de femmes engagées pour le changement social. ■



# PERMETTRE L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX

*« L'accès aux droits, notamment à l'éducation et au travail, est effectif pour tous. »*

Projet national 2016-2025 du Secours Catholique.

**L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX** est un enjeu majeur de nos sociétés. Pour le garantir à tous sans distinction, avec une attention prioritaire aux plus vulnérables, le Secours Catholique-Caritas France a infléchi ses actions, ses aides et ses formations dans une logique systématique d'accompagnement aux droits, de plaidoyer pour la lutte contre le non-recours et d'identification des blocages que font remonter les personnes que nous accueillons. En 2018, nos efforts se sont portés notamment sur le droit au logement, d'abord pour ceux qui en sont privés, et à un logement décent pour les personnes mal logées. Nous avons continué notre mobilisation sur le droit à un travail décent, avec notamment la poursuite du projet « Territoires zéro chômeur de longue durée » et le développement, en Europe de l'Est, de projets d'économie sociale et solidaire. Nous avons également continué à défendre le droit à une alimentation digne, thématique que nous portons depuis plusieurs années dans les instances nationales, européennes et internationales, en favorisant notamment la transition vers l'agroécologie sur tous les continents. Enfin, en ces temps de montée de l'extrême droite et de repli identitaire, nous avons maintenu la pression pour que les droits des migrants soient respectés, tant dans les pays de transit qu'à nos frontières et sur notre territoire. Avec une victoire de plaidoyer à laquelle nous sommes fiers d'avoir contribué : la signature en décembre 2018 à Marrakech du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.



## ACCÉDER À SES DROITS EN FRANCE

### POUR UN EMPLOI ET UN REVENU DIGNES

#### ACCOMPAGNER LA PREMIÈRE ÉTAPE VERS L'ACCÈS À L'EMPLOI

Comme le fait apparaître notre rapport statistique publié en 2018 sur la pauvreté en France, le profil des demandeurs d'emploi qui fréquentent les accueils du Secours Catholique-Caritas France a beaucoup changé. Ceux-ci sont en moyenne au chômage depuis 2,6 années, contre 1,6 en 2011, et beaucoup (42 % des personnes accueillies) sont des étrangers, titulaires ou non d'un titre de séjour, avec des problématiques bien particulières. Pour ces personnes plus éloignées de l'emploi que par le passé, un accompagnement traditionnel (aide à l'écriture du CV et des lettres de motivation, préparation à l'entretien d'embauche...) n'est plus adapté. C'est ce qui a amené nos cinquante équipes emploi à repenser leur accompagnement davantage comme une première étape vers un retour à l'activité. Il s'agit de permettre aux personnes de retrouver une posture d'emploi et de reprendre progressivement une activité à travers des missions de bénévolat ou un

travail accompagné de seulement quelques heures par semaine dans des structures adaptées. L'objectif est aussi de lever les freins à l'emploi par un accès à la formation, à l'alphabétisation et au numérique. Le Secours Catholique invite ainsi tous ses acteurs, qu'ils donnent des cours de français ou financent la mobilité par l'intermédiaire du microcrédit, à s'associer à une logique d'accompagnement global vers l'emploi. Ces premières étapes sur le chemin de l'emploi nous imposent également de nous mettre en lien avec d'autres acteurs de terrain.

#### PLAIDOYER POUR UN DROIT À LA FORMATION POUR TOUS

Au début de 2018, le Secours Catholique-Caritas France s'est beaucoup impliqué dans le débat autour de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui, selon nous, fait l'impasse sur certains enjeux de formation et d'accompagnement des demandeurs d'emploi et entrave ainsi leur accès à un emploi et à un revenu décents. Nous avons donc proposé plusieurs amendements, parmi lesquels la mise en place d'un système d'abondement spécifique du compte professionnel de formation »

» (CPF) pour les demandeurs d'emploi dont le projet professionnel nécessite une formation qualifiante de longue durée. Nous avons également proposé la création d'une nouvelle catégorie d'ayants droit au compte d'engagement citoyen (CEC), à savoir des chômeurs de longue durée en situation de précarité qui souhaitent s'engager dans des missions de bénévolat d'intérêt général au sein d'associations agréées. Cet abondement du CEC leur permettrait de bénéficier de droits supplémentaires à la formation dans le cadre du CPF, au même titre que les bénévoles administrateurs ou encadrants. Ainsi, 200 heures d'engagement associatif par année civile leur donneraient droit à 20 heures de formation. Compte tenu du taux de conversion des heures de formation en euros (14 €), la valorisation de 200 heures d'activité bénévole serait de l'ordre de 300 € par année.

#### LA MOBILITÉ POUR FACILITER L'ACCÈS À L'EMPLOI

Bien conscient de l'importance de la mobilité, surtout en région, pour accéder à l'emploi, le Secours Catholique-Caritas France apporte un soutien aux personnes à travers le microcrédit personnel. Le

pourcentage de projets d'achat de voiture financés par le microcrédit a ainsi atteint 84 % en 2018, contre 72 % en 2014. Dans le cadre de nos efforts pour accompagner les millions de « précaires de la mobilité », nous avons continué à œuvrer au sein de la Fédération Solidarauto, réseau de garages solidaires dont nous assurons la présidence. À la fin de 2018, il existait en France six garages solidaires sous licence et deux projets parrainés. Ces structures fonctionnent comme des plateformes de dons de véhicules qui sont remis en état et vendus à prix solidaire (avec garantie pièce et main-d'œuvre) à des personnes accompagnées par nos équipes ou orientées par les services sociaux. Au 31 décembre 2018, le réseau, avec un total de 30 salariés et 80 bénévoles, avait effectué 1 200 ventes de véhicules et 20 000 réparations.

En 2018, nous avons également passé un partenariat avec le groupe Renault Dacia permettant l'achat d'un véhicule neuf sous forme de location avec option d'achat. Une convention avec la Caisse d'épargne permet de ramener les mensualités au-dessous de 100 €.



X. SCHWEBEL / SCSF

## UN LOGEMENT SAIN POUR TOUS

### PLAIDOYER POUR LE LOGEMENT D'ABORD

Le Secours Catholique-Caritas France défend le droit au logement, droit constitutionnel garanti par l'État et devenu opposable depuis la loi DALO, et continue à accompagner les personnes mal logées pour le faire valoir. Nous militons depuis de nombreuses années au sein du Collectif des associations unies (CAU) pour la mise en œuvre de l'approche « Logement d'abord » qui permet de donner la priorité à l'accès à un logement pérenne, condition préalable et nécessaire à l'insertion et à la réinsertion des personnes. Aussi avons-nous suivi avec intérêt le plan quinquennal pour le logement d'abord, présenté par le gouvernement en 2017 et qui prévoit, sur la période 2018-2022, la création de 10 000 places en pensions de famille, la mobilisation de 30 000 logements du parc privé et l'attribution de ces logements en priorité aux personnes hébergées dans les dispositifs d'urgence. Louable dans son intention, ce plan suscite toutefois des réserves. L'association a participé en 2017 au travail du CAU qui visait à définir les bonnes conditions nécessaires à sa mise en œuvre. En 2018, nous avons participé au comité de suivi pour la mise en œuvre du plan « Logement d'abord ». Nous avons également contribué à l'analyse du projet de loi ÉLAN



G. KERBAOL / SCCF

(Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique), projet de loi qui comporte des risques en ce qui concerne la capacité à produire des logements sociaux et très sociaux. Enfin, avec ATD Quart Monde, Solidarités nouvelles pour le logement (SNL), Habitat et humanisme et la Fondation Abbé-Pierre, nous avons démarré une recherche pour expliciter le non-accès au logement social des ménages les plus modestes et proposer des solutions. Nous restons mobilisés, et cela d'autant plus que nous faisons face à une augmentation dramatique du nombre de personnes à la rue, dont énormément de familles, d'enfants et même de bébés.

### **MOBILISATION CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE**

La rénovation des millions de « passoires énergétiques » que compte le parc privé français est une urgence écologique, économique, mais aussi sociale puisqu'elle est une des conditions du droit à vivre dans un logement décent. C'est pourquoi le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son engagement au sein du collectif d'associations « Rénovons ! » et formulé un certain nombre de critiques et de propositions par rapport au plan de rénovation énergétique publié au printemps 2018. Nous avons notamment déploré que celui-ci ne prévoient pas de mesures spécifiques pour la réno-

vation des logements en location et proposé des mesures incitatives voire contraignantes pour les bailleurs de logements mal isolés. Nous avons alerté sur l'insuffisance des moyens financiers et le manque d'organisation pour la mise en œuvre du plan, compte tenu des objectifs fixés : rénovation de 500 000 logements par an, dont 250 000 habités par des familles modestes. Enfin, nous avons insisté sur le besoin d'accompagnement social de certaines familles propriétaires en difficulté, comme le réalise l'association Réseau Éco Habitat en Picardie avec le concours de bénévoles du Secours Catholique. Le Secours Catholique a également participé aux travaux de l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), qui a fait un état des lieux de la précarité énergétique en 2018, et publié une étude réalisée auprès de trente ménages en situation de précarité énergétique.

### **INTERPELLATION DES POUVOIRS PUBLICS À PROPOS DU CHÈQUE ÉNERGIE**

Après une expérimentation de deux ans dans quatre départements, le chèque énergie, dispositif qui remplace les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz, a été généralisé à l'ensemble du territoire national dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Secours Catholique-Caritas France s'était inquiété de constater que, lors de »



C. HARGOUES / SCF

» l'expérimentation, 20 % des chèques n'avaient pas été utilisés par les personnes concernées, et que très peu avaient renvoyé l'attestation permettant d'être considéré comme un « client protégé », notamment des coupures hivernales. C'est pourquoi, en 2018, nous avons demandé l'organisation d'une réunion entre les pouvoirs publics et les bénéficiaires du chèque qui ne l'avaient pas utilisé. Celle-ci s'est tenue en avril à la délégation des Côtes-d'Armor, basée à Saint-Brieuc. Malheureusement, seules certaines modifications alors proposées ont été retenues et l'augmentation du montant du chèque de 50 € reste insuffisante. Nous avons également obtenu qu'un ménage n'ayant pas reçu de chèque faute de déclaration fiscale puisse l'obtenir auprès de l'Agence de services et de paiement. Pour faire baisser le taux de non-recours à ce chèque, nous nous sommes engagés à relayer, par l'intermédiaire de nos délégations, la campagne d'information publique expliquant son utilisation.

### **POUR UNE ALIMENTATION SAINTE** **PLAIDOYER POUR LE DROIT À UNE ALIMENTATION DIGNE**

Le droit à un accès digne et durable à l'alimentation est un plaidoyer que Le Secours Catholique-Caritas France porte depuis plusieurs années devant les ins-

tances nationales, européennes et internationales. Fin 2017 et début 2018, nous avons participé aux États généraux de l'alimentation (EGA), au sein d'un atelier ayant pour thème la lutte contre l'insécurité alimentaire. Nos conclusions ont débouché sur un amendement introduisant une définition de la précarité alimentaire qui permettra, nous l'espérons, d'aller au-delà de la seule approche distributive pour garantir à tous un accès durable à une alimentation saine et de qualité. En mars 2018, deux séjours « Accès digne à l'alimentation de tous » ont été organisés à Lyon et à Nantes. Les 80 participants (porteurs de projets, acteurs du Secours Catholique, personnes ayant fait l'expérience de la précarité alimentaire...) ont pu partager leurs expériences et pratiques, mais aussi découvrir des initiatives locales inspirantes et écouter des professionnels sur ce sujet.

Nous poursuivons notre plaidoyer au niveau local, en soutenant des initiatives portées par des personnes vivant la précarité alimentaire, et au niveau national et européen, en luttant pour la reconnaissance du droit à l'alimentation. En 2018, au sein du Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN), nous avons participé à l'initiative d'IPES-Food pour préparer en 2020 une politique alimentaire commune au niveau européen, plus ambitieuse que la politique agricole commune actuelle.

### LE COIN DES ÉPICES... ET DE LA MIXITÉ SOCIALE

En mai 2018, la délégation Champagne Sud du Secours Catholique-Caritas France et des partenaires locaux ont ouvert à Vendevre-sur-Barse une épicerie solidaire baptisée « Le Coin des épices ». Gérée en lien avec la mairie, le conseil départemental et le centre social, cette épicerie ouverte à tous propose des denrées de première nécessité ainsi que des produits bio et locaux à des prix adaptés au budget de chacun. Les familles rencontrant des difficultés budgétaires trouvent des produits qu'elles ont choisis et qui répondent à leurs attentes ainsi qu'un lieu ouvert à des activités collectives. Quant aux clients solidaires, ils règlent une adhésion annuelle qui leur permet d'acheter les produits de l'épicerie au prix réel et de participer aux activités communes. On ne parle plus de clients et de bénévoles, puisque tous assurent le bon fonctionnement du lieu et son évolution. Quelques semaines seulement après l'ouverture, l'épicerie comptait 70 adhérents ! ■

## FAIRE RECONNAÎTRE ET APPLIQUER LES DROITS DES MIGRANTS

### MOBILISATION AUTOUR DE LA LOI ASILE ET IMMIGRATION

Au début de 2018, le Secours Catholique-Caritas France s'est mobilisé contre le projet de loi asile et immigration, le jugeant déséquilibré par sa visée essentiellement répressive, et dépourvu de réponse réaliste face aux problèmes concrets que rencontrent les personnes migrantes, avec le risque de voir s'aggraver encore la situation de précarité où se trouvent des milliers de personnes et de familles. À la veille de la présentation du texte aux parlementaires, nous avons incité l'ensemble de nos délégations à se mobiliser (voir *supra*, p. 13), en invitant les députés de leurs circonscriptions à rencontrer et écouter des personnes migrantes qu'elles accompagnent. Cette démarche, initiée avec la Fédération de l'Entraide protestante, misait sur l'effet de la rencontre pour faire changer le regard et gagner en compréhension de ce qui se vit sur le terrain. Sept fiches résumant l'essentiel de nos positions avaient été remises aux délégations. L'objectif de ce plaidoyer était d'obtenir des mesures concrètes en faveur des personnes migrantes que nous rencontrons dans tous nos accueils, à savoir : la

possibilité de régularisation des personnes déboutées et sans papiers ; la remise en cause du règlement de Dublin et de sa mise en œuvre en France ; la protection des plus fragiles, notamment des jeunes. Si cette action n'a pas empêché que la loi soit votée, elle a provoqué un vrai débat parmi les députés LREM et a démontré la capacité des migrants à être acteurs des plaidoyers qui les concernent.

### FAIRE RESPECTER LES DROITS DES MIGRANTS À LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE

Au printemps 2017, dans le contexte de durcissement de la politique de contrôle aux frontières extérieures et intérieures de l'Europe, et d'insuffisance majeure des dispositifs publics de prise en charge des personnes migrantes, les associations se sont retrouvées seules pour leur apporter assistance et conseil. C'est pourquoi le Secours Catholique-Caritas France, Amnesty International France, La Cimade, Médecins du monde et Médecins sans frontières ont décidé de conjuguer leurs efforts à la frontière franco-italienne. Ce rapprochement s'est formalisé par l'embauche conjointe d'une coordinatrice chargée d'apporter un soutien aux actions et aux acteurs intervenant des deux côtés de la frontière. Le bilan global réalisé en novembre 2018 s'avère largement positif. Cette dynamique interassociative a permis de renforcer les liens et les interactions entre les acteurs et a reçu un bon écho sur le plan médiatique et politique. La mutualisation des réseaux et compétences favorise en effet une plus grande efficacité des actions développées, notamment celles nécessitant une certaine logistique, mobilisation et coordination. Par ailleurs, le partage d'informations précises sur ce qui se passe de part et d'autre de la frontière permet au groupe de remplir un rôle d'observatoire. Décision a donc été prise de reconduire le protocole d'accord jusqu'au printemps 2019 et d'engager une politique semblable également sur le littoral calaisien et à la frontière franco-espagnole.

### QUESTIONNEMENT SUR L'ACCUEIL DES MIGRANTS DANS LE CADRE DU PROJET « COULOIRS HUMANITAIRES »

Le projet « couloirs humanitaires » lancé en 2017 vise à organiser en France l'accueil de personnes particulièrement vulnérables réfugiées au Liban. Il permet d'obtenir pour ces familles des visas humanitaires en échange de l'organisation de leur accueil sur place par des collectifs bénévoles. Ce projet, qui a fait l'objet d'un protocole signé entre le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, »

» Le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires, a permis l'accueil de 160 personnes entre juillet 2017 et la fin de septembre 2018. Un an après les premières arrivées, nous avons souhaité recueillir l'expérience des collectifs accueillants et des familles accueillies. L'étude réalisée auprès de 21 familles et 27 collectifs apporte des informations sur les conditions d'accompagnement et d'hébergement de ces personnes ainsi que sur l'accès à l'école, à la santé, etc. Elle met en lumière les modalités de mobilisation des collectifs et relaie les recommandations faites par l'ensemble des répondants, notamment pour une meilleure préparation en amont et en aval du départ, et la nécessité d'un accès facilité aux droits. Les États européens s'étant orientés depuis le démarrage du projet

vers une logique d'externalisation de l'accueil aux frontières de l'UE à laquelle nous sommes opposés, nous nous interrogeons sur le bien-fondé de la poursuite d'un « protocole » qui nous lie au ministère de l'Intérieur et donc à une politique que nous dénonçons. Nous maintenons en revanche notre soutien aux réseaux chrétiens et citoyens qui s'engagent dans l'accueil et l'accompagnement des migrants, quels que soient leur statut et leur situation dans les procédures d'asile, et poursuivons notre interpellation des pouvoirs publics pour qu'ils assument leurs responsabilités et devoirs vis-à-vis des migrants.

#### SUITE DE LA CAMPAGNE GLOBALE MIGRATIONS

Depuis 2017, le Secours Catholique-Caritas France est engagé dans la campagne de Caritas Internationalis sur les migrations, intitulée « Partager le chemin ». Cette campagne globale a deux objectifs : garantir aux personnes migrantes un respect effectif de leurs droits fondamentaux tout au long de leurs parcours et contribuer au changement de regard porté sur ces personnes. Dès janvier 2018, nous avons organisé à Paris une rencontre de deux jours consacrée à cette campagne, avec la participation de plus de 100 personnes, salariés et bénévoles, venues de toutes les délégations. Cette première rencontre a été suivie d'une seconde en mai, de deux jours également, consacrée plus spécifiquement à la question de la sensibilisation et du changement de regard. Là encore, quelque 100 personnes assistaient à la rencontre : des membres de notre réseau, mais aussi du CCFD-Terre solidaire,

de JRS France et de la Pastorale des migrants, ainsi qu'un représentant de notre partenaire au Mexique. À la suite de ces deux temps forts, plusieurs journées consacrées à la campagne ont eu lieu dans les délégations, afin d'échanger, d'évoquer son niveau global, d'en accroître la visibilité et de renforcer les actions du Secours Catholique-Caritas France.

#### APPRENDRE DE NOS PARTENAIRES INTERNATIONAUX

En 2018, dans le cadre de la Campagne globale migrations, le Secours Catholique-Caritas France a mis en place des « rencontres apprenantes » à l'international (Bangladesh, Maroc, Sénégal et Turquie). Destinées aux membres de notre réseau en France, salariés comme bénévoles, ces rencontres avaient pour objectif de

découvrir la réalité des migrations internationales, de connaître les actions de nos partenaires et leur travail en réseau et, enfin, de favoriser les échanges de pratiques et d'expériences entre acteurs de terrain. Pour garantir la réussite de ces rencontres inédites, les participants ont suivi des temps de préparation en amont et de capitalisation d'expérience en aval. Outre la découverte des situations très variées vécues par les personnes migrantes selon les pays et la découverte aussi des pratiques de nos partenaires, ces rencontres ont permis d'avoir une meilleure compréhension de la complexité des parcours, du rôle des États, du fonctionnement des partenaires, du travail en réseau, etc. Elles seront reconduites en 2020, avec la possibilité pour nos partenaires internationaux de venir rencontrer les acteurs du Secours Catholique et de se confronter aux réalités vécues en France.

#### FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX

##### FORMATION À L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX

Les équipes du Secours Catholique-Caritas France font régulièrement le constat que les situations vécues par les personnes qu'elles accompagnent sont aggravées par des non-recours, des suspensions ou des retards de versement de prestations auxquelles elles ont droit, ou par un accès voire un renouvellement tardif à leur droit à la CMU complémentaire,

**“ NOUS CONSTATONS QUE LES SITUATIONS VÉCUES PAR LES PERSONNES ACCOMPAGNÉES SONT AGGRAVÉES PAR DES NON-RECOURS. ”**





S. WASSENAR / SCCF

à l'aide médicale de l'État, à des APL... En raison de l'évolution constante de la législation, mais aussi de la complexité des démarches, les droits sociaux sont en effet souvent mal connus des ménages éligibles, comme de ceux qui les accompagnent. Pour combler ces lacunes, des formations à l'accès aux droits à l'attention des bénévoles se développent sur de nombreux territoires de nos délégations. Ces formations les aident à mieux repérer les difficultés, à partir de cas pratiques, et à acquérir les bons réflexes pour essayer d'y remédier. Elles proposent également des points de repère sur les droits sociaux et suggèrent des partenariats avec les services sociaux ou d'autres associations.

### UN PLAIDOYER POUR LE DROIT AUX VACANCES POUR TOUS



Depuis plusieurs années déjà, le Secours Catholique-Caritas France milite avec d'autres associations pour défendre le droit aux vacances pour tous. Nous

soutenons notamment l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) afin qu'elle puisse continuer à consacrer 26 millions d'euros à cette action sociale, dont 478 000 euros en 2018 pour le Secours Catholique. Ces sommes ne suffisant pas à elles seules à offrir des vacances à tous ceux qui en sont

privés, nous menons également un plaidoyer auprès des caisses d'allocations familiales afin qu'elles accordent des aides aux vacances pour les familles et les enfants. En effet, certaines caisses départementales ne proposent pas ces aides, ou pas à la hauteur des besoins. C'est pourquoi, en 2018, nous avons encouragé notre réseau à porter au niveau local le plaidoyer que nous menons au plan départemental et national. Les vacances ne sont pas un luxe mais un droit, une occasion de s'offrir un peu de répit, de sortir de son quotidien, et surtout de montrer qu'on est comme tout le monde.

*« Ça permet de sortir de chez soi, d'oublier les galères, de sortir du quotidien. Ça permet d'échanger avec d'autres, de visiter plein de choses pour un prix dérisoire. »*

### PLAIDOYER EUROPÉENS POUR UN DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DES DÉTENUS

À la suite de la grande enquête sur l'autodétermination des personnes placées sous main de justice réalisée dans les prisons de France, d'Albanie, d'Allemagne, d'Espagne, d'Irlande, du Kosovo, de Lituanie et du Portugal, un groupe de travail réunissant des membres des huit Caritas de ces pays a poursuivi la réflexion, notamment par des visites dans des prisons en Albanie et au Kosovo. Partant des résultats de l'enquête qui »

## DES PLAIDOYERS GAGNANTS

### RÉTABLISSEMENT DU DROIT À LA RÉDUCTION SOLIDARITÉ TRANSPORT

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu que les étrangers en situation irrégulière mais titulaires de l'aide médicale de l'État (AME) soient rétablis dans leur droit à bénéficier de la réduction Solidarité Transport que leur déniait le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Après plus de deux ans de mobilisation, la cour d'appel de Paris a en effet confirmé la décision du tribunal administratif de Paris et demandé le rétablissement de la tarification solidaire. Île-de-France Mobilités a fait appel de cette décision, mais celle-ci a été confirmée par le jugement du 6 juillet 2018 de la cour administrative d'appel. Le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités a finalement accepté de se conformer à ce jugement. Le nouveau dispositif a été mis en place à partir de novembre 2018.

### PRISE EN COMPTE DES RÉFUGIÉS PAR LE SIMULATEUR DE DROITS

Tout est parti d'un constat fait par une salariée du Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cèdre) du Secours Catholique-Caritas France. Le simulateur de droits *mes-aides.gouv.fr*, qui permet aux personnes en situation de précarité de connaître leurs droits à des aides, ne prenait pas en compte la situation particulière des réfugiés pour l'octroi du RSA. Il était en effet stipulé que pour obtenir le RSA, il fallait avoir une durée de résidence légale de cinq ans, alors que les personnes ayant le statut de réfugié en sont dispensées. Ce dysfonctionnement a été signalé à la CNAF, qui a livré dès la fin de juillet 2018 une nouvelle version corrigée. Désormais, une bulle d'aide indiquant « Si vous êtes réfugié ou titulaire d'un certificat de résident, cocher "Oui" à cette question » apparaît dans le simulateur et lors de la demande de RSA pour l'usager, le conjoint et les enfants.

### ACCÈS AU DROIT À LA DOMICILIATION EN SEINE-SAINT-DENIS

Cela faisait plusieurs années que le centre communal d'action sociale (CCAS) de Bobigny ne proposait pas de service de domiciliation, et cela à dessein, la ville ne souhaitant pas accueillir sur son territoire de nouvelles personnes en situation de précarité.

En mars 2017, le Secours Catholique-Caritas France (délégation de Seine-Saint-Denis - Île-de-France - Cèdre), Médecins du monde et l'association Dom'Asile ont décidé d'attaquer le CCAS en justice, plutôt que de continuer à instruire des contentieux individuels qui, certes, aboutissaient mais ne profitaient pas à l'ensemble des personnes concernées. La démarche a porté ses fruits puisque, quelques semaines avant l'audience, le CCAS de Bobigny ouvrait un service de domiciliation. Sceptiques quant à sa mise en œuvre effective et désireuses de faire en sorte que l'obligation de service de domiciliation au sein d'un CCAS soit inscrite officiellement dans la décision de justice, les associations ont maintenu l'audience, en avril 2018. Le service étant officiellement ouvert à cette date, le CCAS n'a pas été condamné. Mais, à notre grande satisfaction, la décision rendue comportait bien la mention de l'obligation de service que nous espérions.

### PLAIDOYER AUPRÈS DE LA CAF DANS LES CÔTES-D'ARMOR

Dans le cadre de son accompagnement vers un meilleur accès aux droits sociaux, la délégation des Côtes-d'Armor du Secours Catholique-Caritas France a entrepris l'analyse de 106 demandes d'aide reçues en deux ans de la part de personnes en difficulté. Il est apparu que 13,6 % d'entre elles étaient concernées par une suspension ou une diminution, temporaire ou durable, de droits ouverts ou demandés auprès de la CAF, certaines étant même restées deux à trois mois sans aucune ressource. Ce constat a conduit la délégation à mener une action collective avec des familles concernées en vue de rendre compte des dysfonctionnements subis aux responsables de la CAF. L'analyse présentée était étayée par l'étude de quinze dossiers de demandes d'aides financières, de vingt récits recueillis lors de rencontres individuelles sur l'ensemble du territoire des Côtes-d'Armor et de deux rencontres collectives à Ploubalay, qui ont réuni chacune une dizaine d'allocataires et une dizaine de bénévoles du Secours Catholique engagés dans l'accompagnement. Le bon écho que cette démarche a eu auprès de la CAF a encouragé d'autres délégations à s'y lancer à leur tour.

» montrent que le besoin d'autodétermination, c'est-à-dire la possibilité de prendre sa vie en main et de saisir ses capacités d'initiative citoyenne, est l'aspiration commune exprimée par tous les détenus et les personnes sous main de justice interrogés, nous avons élaboré un plaidoyer qui sera porté en 2019 devant la Commission des droits humains du Conseil de l'Europe. Ce plaidoyer compte trois principales revendications : que les administrations pénitentiaires promeuvent toutes les formes d'actions contribuant à permettre aux personnes de préserver leur dignité humaine pendant leur incarcération ; qu'elles prennent des mesures et soutiennent les activités renforçant le lien entre les prisonniers et le monde extérieur ; enfin, que les législateurs prévoient les moyens pour mettre en œuvre, au-delà des affirmations de principe, de véritables politiques alternatives à l'incarcération.

### PLAIDOYER EN IMAGE POUR LES DROITS DES DÉTENUS

Le Secours Catholique-Caritas France a soutenu financièrement en 2018 quatre films documentaires qui, chacun à sa manière, plaident pour les droits des détenus. *Après l'ombre*, de Stéphane Mercurio, accompagne une expérience théâtrale menée avec des personnes détenues et à partir de leur parole.

*Le droit d'avoir des droits*, de Catherine Rechard, retrace le combat des rares avocats qui restent présents aux côtés de leurs clients tout au long de leur peine, mais aussi d'anciens détenus qui entreprennent seuls des procédures juridiques et contentieuses.

*La liberté*, de Guillaume Massart, témoigne de ce qui se vit dans la seule prison française de régime dit semi-ouvert, où les arbres, le ciel et la mer, mais aussi l'occasion donnée par le réalisateur de se raconter, ouvrent un chemin d'émancipation et de réinsertion.

*Un demi-mètre carré de liberté*, d'Inga Lavolée-Khavkina, recueille la parole de détenus, filmés à visage découvert, qui ont découvert l'art en prison et qui initient, à travers leurs œuvres, un dialogue avec la société.

### POURSUITE DU PLAIDOYER POUR L'APPLICATION DU DROIT CONCERNANT LES VICTIMES DE TRAITE

En décembre 2017, le Secours Catholique-Caritas France présentait, en tant que coordinateur du collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », un rapport en dix points sur les carences de la politique française en matière de lutte contre la traite des êtres humains, et cela en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de la France sur les droits de l'homme à l'ONU, à Genève. S'étant saisie de ces informations, l'ONU a adressé, le 13 juin 2018, une lettre au gouver-

nement français lui rappelant la nécessité d'établir un second plan d'action contre la traite, de ne pas confondre les migrants en situation irrégulière et les victimes de traite, et de protéger les mineurs victimes de toutes les formes de traite. La France a répondu par des précisions sur les lois nationales remises en cause par l'ONU et sur sa politique visant à lutter contre la traite des êtres humains. Le collectif poursuit son plaidoyer auprès de l'ONU, comme auprès du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, pour que ce droit soit appliqué. Or, aujourd'hui, on constate que de très nombreuses victimes ne portent pas plainte, et les poursuites pour infraction de traite des êtres humains sont encore extrêmement rares. Le principe de non-poursuite des victimes n'est pas appliqué et n'a pas de traduction dans le Code pénal français. Le droit automatique au titre de séjour des victimes ayant porté plainte est rarement appliqué et ne donne aucun droit à l'hébergement, d'autant plus que le financement des dispositifs spécialisés pour les victimes de traite est insuffisant. Le parcours de sortie de prostitution prévu par la loi du 13 avril 2016 est insuffisant et insuffisamment financé et s'applique de manière très inégale sur le territoire. Par ailleurs, la loi asile et immigration votée en 2018 renforce les sanctions contre les personnes présentant de fausses pièces d'identité, sans mentionner les circonstances particulières des victimes de traite. ■



X. SCHWIBEL / SCCF

# ACCÉDER À SES DROITS DANS LE MONDE

## METTRE LA FINANCE AU SERVICE DES DROITS FONDAMENTAUX DE TOUS

La finance joue un rôle très important dans l'ensemble de l'économie, avec des conséquences sur la vie de chacun. Elle ne concerne donc pas seulement les banques ou les investisseurs, mais aussi les citoyens qui doivent pouvoir reprendre la main. C'est l'objectif porté par le rapport *La finance aux citoyens. Mettre la finance au service de l'intérêt général*, qui a été publié par le Secours Catholique-Caritas France en juin 2018, en partenariat avec Finance Watch et l'Institut Veblen.

Résultat de dix-huit mois de travail, ce rapport analyse le fonctionnement du système financier, décrypte ses impacts sur la pauvreté et les inégalités au Nord comme au Sud, et apporte au débat des propositions de réforme pour mettre la finance au service de l'intérêt général. Remédier à la dérè-

gulation de la finance et à ses impacts négatifs est en effet possible. Le rapport propose une série de mesures à mettre en place selon un séquençage progressif. Des mesures qui s'articulent autour d'une vision à long terme forte et ambitieuse : transition énergétique, lutte contre les changements climatiques, accès au logement et à un emploi digne. L'ambition est de faciliter l'appropriation de ces enjeux par les citoyens et d'entamer un dialogue avec les acteurs du monde financier comme avec ceux chargés d'élaborer les réglementations et d'en assurer l'application.

Des débats citoyens ont été organisés à la suite de la publication du rapport, à partir de son principal enjeu : remettre l'économie au service du politique afin d'investir dans des sociétés garantissant les droits fondamentaux de tous les citoyens.

## DROIT À UN TRAVAIL ET À UN REVENU DÉCENTS

### FAVORISER L'ACCÈS À UN EMPLOI POUR TOUS EN EUROPE DU SUD-EST

Cela fait deux ans que le Secours Catholique-Caritas France s'est investi dans un projet impulsé par Caritas

Italie afin de favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire dans les Balkans, dans l'objectif de permettre au plus grand nombre d'accéder à un emploi et à un revenu décents. Ce projet intitulé ELBA (Emergenza Lavoro nei Balcani) est développé dans huit pays : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Grèce, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. En 2018, le projet est entré dans une nouvelle phase, dont l'ambition est de former davantage les équipes locales et de mener un plaidoyer auprès des autorités locales pour qu'un appareil législatif consacré au développement de l'économie sociale et solidaire soit adopté. Dans les pays comme le Kosovo où ce type de lois existe déjà, le plaidoyer est axé sur le développement d'activités non seulement à l'attention des personnes en situation de handicap, mais aussi à l'attention des jeunes et des femmes.

“ LA QUESTION FONCIÈRE CONSTITUE L'UNE DES INÉGALITÉS STRUCTURELLES LES PLUS FORTES EN AMÉRIQUE DU SUD. ”

En 2018, le groupe ELBA a ainsi été invité en France pour visiter des réalisations emblématiques : deux projets à Paris et quatre à Grenoble, territoire particulièrement avancé dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Une semaine d'échanges très riche qui s'est terminée par un colloque organisé avec la mairie de Grenoble et le CRES (Chambre régionale de commerce économie sociale)

### VERS UN DROIT À UN TRAVAIL ET À UN REVENU DÉCENTS POUR TOUS À GAZA, AU LIBAN ET EN ALGÉRIE

Pour favoriser l'accès de tous à un revenu décent, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu, en 2018, plusieurs partenaires qui travaillent sur l'accès à l'emploi en aidant les personnes à développer des activités génératrices de revenus. Notre appui couvre à la fois les bénéficiaires, les partenaires publics et privés, et les structures associatives porteuses des projets.

À Gaza, le projet consiste à accompagner les jeunes vers un premier emploi en les aidant à trouver un stage professionnel, en les suivant pendant ce stage et en les soutenant ensuite dans la recherche d'un emploi. Selon les cas, les jeunes peuvent également être aidés dans la formalisation d'un projet



É. PERRIOT / SCCF

de microentreprise et accompagnés ensuite dans sa mise en œuvre. Au Liban, le projet concerne des réfugiés syriens et palestiniens qui sont accompagnés dans la création d'une microentreprise. Enfin, en Algérie, les femmes ont accès à des formations et à du conseil pour développer leurs capacités entrepreneuriales.

### DÉFENSE DU DROIT À LA TERRE EN AMÉRIQUE LATINE

En 2018, en Amérique latine, dans un contexte de plus en plus violent envers les militants environnementaux et les défenseurs des droits humains, le Secours Catholique-Caritas France a maintenu son appui aux communautés, notamment autochtones, dans la défense de leur droit à la terre.

La question foncière constitue l'une des inégalités structurelles les plus fortes sur le continent. En Colombie, malgré de grands défis à la suite de l'élection d'Iván Duque à la présidence de la République en 2018, nous avons continué à appuyer la mise en œuvre des accords de paix et le processus de restitution des terres des populations paysannes déplacées au moment du conflit, des communautés afro-descendantes ou autochtones. Cet appui est fondamental car, deux ans après la signature des accords, seules 21 % des actions prévues dans les textes ont été réalisées.

En Bolivie, nous avons accompagné la communauté Guarani dans son long combat pour rendre effective l'autonomie que lui reconnaît la Constitution.

Au Pérou, nous avons soutenu les avancées obtenues par nos partenaires en vue de la reconnaissance du peuple Awajun et de son territoire ancestral, lieu de convoitise du fait de la richesse de son sol et de son sous-sol.

Enfin, dans la partie amazonienne du Brésil, nous avons continué à soutenir l'action du CIMI (Conseil indigéniste missionnaire) pour aider à la reconnaissance et à la démarcation des territoires des peuples autochtones, expropriés par les grands propriétaires terriens.

## DROITS DES MIGRANTS

### SUCCÈS DE PLAIDOYER POUR LE RESPECT DES DROITS DES MIGRANTS

Les 10 et 11 décembre 2018, à Marrakech, les États membres des Nations unies ont adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce texte historique est le fruit de plusieurs années de négociations auxquelles le Secours Catholique-Caritas France a participé. C'est la première fois que les États membres de l'ONU se réunissent sur le thème de la migration, une victoire »

### ACCUEIL, SENSIBILISATION ET PROMOTION DES DROITS DES MIGRANTS À GAO

La ville malienne de Gao, située sur le fleuve Niger, constitue un point de transit pour les migrants, des adultes (hommes et femmes) mais aussi des adolescents, venus d'autres régions du Mali ou partis de Gambie, de Guinée, du Sénégal... à la recherche d'une vie meilleure au Maghreb ou en Europe. En raison du durcissement des politiques migratoires de l'Union européenne, la ville voit également affluer de plus en plus de migrants refoulés d'Algérie, épuisés physiquement et psychologiquement, sans argent et souvent sans papiers. Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France appuie la Maison des migrants de Gao dans sa prise en charge médicale, alimentaire, vestimentaire et morale des migrants les plus vulnérables qui cherchent à poursuivre la route ou à rentrer chez eux. Des campagnes d'information sur les dangers de la migration à travers le désert sont aussi menées auprès de la population de Gao et des migrants. En 2018, nous avons renforcé notre aide afin que la Maison des migrants de Gao puisse accueillir plus de personnes et apporter un appui juridique mais aussi psychologique aux plus fragiles d'entre elles. Nous l'avons également accompagnée dans son plaidoyer local pour défendre notamment les migrants incarcérés, parfois sans raisons valables, dans des conditions indignes et sans pouvoir faire valoir leurs droits à se défendre. ■

» donc dans le contexte de la montée de l'extrême droite et du durcissement des politiques migratoires que l'on observe partout dans le monde.

Cela fait plusieurs années que nous œuvrons à influencer la politique de la France et de l'Union européenne sur la question des migrations. Au niveau mondial, nous avons travaillé avec Caritas Internationalis et d'autres organisations de la société civile à un document de plaidoyer commun.

Le Secours Catholique, seule ONG française à avoir suivi la négociation du Pacte, s'est plus spécialement mobilisé sur 2 des 23 objectifs qu'il comprend : celui relatif au respect des droits fondamentaux de tous les migrants, quel que soit leur statut, et celui sur le développement de voies légales de migration. Nous nous félicitons d'avoir obtenu que les États s'engagent à garantir l'accès aux services de base pour tous, et aussi que le texte réaffirme l'importance des visas humanitaires, de la protection temporaire, des



S. LE CLÉZIO / SCCF

visas d'études et du droit au regroupement familial. Le Pacte est un message de la communauté internationale en faveur du respect des droits des migrants. Il devra être mis en œuvre de façon ambitieuse, avec le respect de ces droits comme principal horizon.

### DÉFENSE DES DROITS DES MIGRANTS EN AMÉRIQUE LATINE

En 2018, la question migratoire s'est étendue à l'ensemble du continent latino-américain.

Des milliers de personnes fuyant le Guatemala, le Honduras et le Salvador, en raison de la violence qui y sévit et d'une absence totale de perspectives économiques, ont continué à converger vers le Mexique et les États-Unis dans des conditions extrêmement dangereuses. Un phénomène récent est la migration groupée, sous la forme de caravanes, de façon à se protéger des passeurs et des groupes criminels.

La crise au Venezuela, qui dure depuis plusieurs années avec de graves conséquences sanitaires, alimentaires et sécuritaires, pousse elle aussi les populations à chercher refuge dans les pays frontaliers, et sur l'ensemble du continent.

Dans toutes ces régions, le Secours Catholique-Caritas France a maintenu son soutien aux associations qui apportent une aide humanitaire et psycho-juridique à ces personnes, garantissent leurs droits dans le pays d'arrivée et les accompagnent dans leurs processus d'intégration. L'un de nos partenaires, JRS Mexique (Jesuit Refugee Service), produit un rapport statistique qui sert d'outil de plaidoyer pour dénoncer les violences subies par les migrants tout au long de leur route.

Notons que 2018 a été une année particulièrement violente en matière de harcèlement et de stigmatisation du mouvement social, des *leaders* et des organisations engagées dans la défense des droits. Notre soutien inclut ainsi de plus en plus les enjeux de protection physique et juridique de nos partenaires eux-mêmes.

## RESPECT DES DROITS DES MIGRANTS ET PLAIDOYER POUR UN DROIT À MIGRER

Le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi en 2018 la mise en réseau d'une douzaine de Caritas d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique sahélienne qui viennent en aide aux migrants. Il s'agit de diffuser les pratiques et de partager (en lien avec l'association Cimade et le réseau Migreurop) des analyses sur les politiques des pays européens, qui conditionnent fortement les situations locales. Cela soutient le travail de ces Caritas en faveur de l'intégration scolaire, de l'insertion économique, de la protection des mineurs non accompagnés et, plus largement, de l'accès aux droits. Nous avons par ailleurs soutenu des actions favorisant l'accès aux droits fondamentaux des migrants. En Israël, par exemple, nous avons appuyé une association qui défend le droit à la santé des quelque 130 000 personnes sans statut officiel sur le territoire. Notre partenaire PHR-I (Physicians for Human Rights-Israel) demande également au gouvernement la régularisation de ces personnes et l'abandon de la décision de renvoyer 60 000 d'entre elles vers des pays dits sûrs. En Égypte, nous avons accompagné des organisations communautaires de migrants (Érythréens, Éthiopiens, Soudanais...), en les aidant à améliorer leur mode de fonctionnement, de gouvernance et de financement ainsi que leurs relations avec les autorités. Enfin, nous avons soutenu un programme de la Caritas au Maroc dont l'objectif global est de permettre aux migrants d'exercer leurs droits fondamentaux.

## PARTICIPATION AU FORUM SOCIAL MONDIAL DES MIGRATIONS

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a fait le choix de participer au Forum social mondial des migrations qui s'est tenu en novembre à Mexico. Le Secours Catholique y a organisé deux ateliers, l'un sur la mobilisation citoyenne et l'autre sur la défense collective des droits des personnes étrangères. Une vingtaine de participants, salariés et bénévoles, venus de nos délégations, du siège et pour certains de nos partenaires du réseau Caritas (Brésil, Colombie et Haïti) ont fait le déplacement. Les temps de préparation, de rencontre et d'échanges avec les partenaires mexicains et latino-américains ont permis d'approfondir la connaissance du contexte migratoire régional. À la suite du Forum, des rencontres et des échanges ont également eu lieu sur certains lieux d'accueil des personnes migrantes. De façon unanime, les participants ont souligné la richesse de ces échanges avec nos partenaires, en matière d'expérience, de connaissances et de spiritualité.

## DROITS DES DÉTENUS

*Améliorer les conditions de détention et la réinsertion des personnes détenues en Mauritanie*

Favoriser l'accès aux droits des personnes et populations vulnérables a été un des axes forts de l'action du Secours Catholique-Caritas France en 2018 dans le monde arabe. Nous avons notamment soutenu un projet de la Caritas Mauritanie qui vise à améliorer les conditions d'incarcération de 1 600 détenus dans les prisons d'Aleg, de Dar Naïm, de Nouadhibou et dans la prison des femmes de Nouakchott. Ce projet comprend un suivi médical et psychologique, des activités sportives et culturelles, et un accès à la justice. En vue d'aider à la réinsertion sociale et professionnelle de ces personnes et de limiter ainsi les risques de récidive, des formations professionnelles sont proposées en prison, ainsi que des activités génératrices de revenus pour les détenus récemment libérés. ■

## LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME RÉCOMPENSE UN COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

Le collectif « Tournons la page » est un mouvement citoyen international coordonné par le Secours Catholique-Caritas France et composé de près de 250 structures en Afrique et en Europe. Depuis 2014, son action repose sur la mobilisation citoyenne non violente, le plaidoyer institutionnel et la sensibilisation des populations et des pouvoirs publics aux enjeux de la bonne gouvernance démocratique, de la justice fiscale, de l'alternance politique et du respect des libertés individuelles. Au Niger, la coalition « Tournons la page » existe depuis novembre 2016. En 2018, elle s'est fortement mobilisée contre la nouvelle loi de finances, dont 112 mesures ont été jugées antisociales et défavorables aux plus démunis, dans un pays comptant déjà parmi les plus pauvres de la planète. Cette mobilisation a valu à ses militants d'être durement réprimés par le gouvernement nigérien et même inculpés pour 27 d'entre eux. Le jury du Prix des droits de l'homme de la République française a été impressionné par la démarche du collectif nigérien et par son courage. Il a rappelé que « ces militants, qui n'hésitent pas à dénoncer les malversations politico-financières de l'État nigérien mais aussi des industries extractives, peuvent le payer au prix de leur liberté ».

# DÉVELOPPER LES TERRITOIRES

*« Les territoires marginalisés sont revitalisés  
et les inégalités territoriales sont réduites. »*

Projet national 2016-2025 du Secours Catholique.

**ON LE VOIT DEPUIS PLUSIEURS MOIS EN FRANCE**, les fractures culturelle, démographique, sociale ou économique, ainsi que le déficit de services ou d'infrastructures marginalisent les personnes et engendrent des tensions à l'intérieur comme à l'extérieur des territoires. C'est pourquoi, comme notre projet national en porte l'ambition, nous avons œuvré plus que jamais en 2018 à renforcer les capacités des personnes et des groupes à agir pour le développement de leur territoire et de ses ressources.

Des sessions d'animation du changement social local ont eu lieu dans toutes les régions afin de développer une culture commune sur les processus qui permettent le changement et d'insuffler une envie partagée de lancer des expérimentations locales, soutenues nationalement. Dans les territoires d'outre-mer, cette dynamique s'est poursuivie à travers le « Défi jeunes outre-mer » reconduit pour la troisième année consécutive.

Dans de nombreuses régions du monde, le développement des territoires passe par l'agroécologie, meilleure réponse possible aux risques que le changement climatique fait peser sur la sécurité alimentaire. En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a multiplié son soutien à des projets qui favorisent cette transition. Nous avons également été aux côtés des populations indigènes qui défendent leurs territoires contre les industries extractivistes, ou des communautés des banlieues de Kaolack au Sénégal qui s'organisent elles-mêmes pour collecter et trier leurs déchets, ou encore en Inde, auprès des communautés des bidonvilles pour qu'elles défendent leurs droits auprès des autorités locales et puissent installer et entretenir les infrastructures nécessaires à l'assainissement de leur environnement.





# ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES EN FRANCE

## METTRE EN MOUVEMENT UNE DYNAMIQUE DE CHANGEMENT SOCIAL LOCAL

Entre mars et juillet 2018, des sessions d'animation du changement social local (ACSL) ont eu lieu dans toutes les régions. Elles ont été préparées de façon participative avec les différents acteurs du Secours Catholique-Caritas France. Ces sessions avaient plusieurs objectifs : acquérir une culture commune sur les processus qui permettent le changement social, travailler avec l'ensemble des acteurs sur les changements de posture que ces processus impliquent et les accompagner et enfin, insuffler une démarche d'expérimentations locales soutenues nationalement. Chaque session accueillait des représentants de l'un de nos partenaires internationaux, venus faire découvrir leurs propres actions en matière de changement social.

Pour le Secours Catholique, ces sessions ont permis de vérifier que le projet national 2016-2025 avait déjà

impulsé une vraie dynamique d'action à partir de ce que vivent les habitants sur un territoire donné. Un peu partout, des groupes se mettent en place et des projets s'élaborent. Des stratégies locales d'animation du changement social sont en cours d'élaboration et nourrissent la stratégie nationale également en construction.

## FORMATION AU PLAIDOYER DES JEUNES EN OUTRE-MER

Cela fait trois ans déjà que plusieurs délégations ultramarines du Secours Catholique-Caritas France ont lancé le « Défi jeunes outre-mer », en vue de développer des actions de plaidoyer locales et nationales avec les jeunes de Young Caritas. En 2018, c'était au tour de la Guyane d'accueillir un séminaire de formation au plaidoyer réunissant 70 jeunes venus également de Guadeloupe et de Martinique. Pendant »

» ces quatre jours, les jeunes ont travaillé à partir de cas concrets pour repérer des situations de pauvreté, d'injustice ou d'exclusion sur leurs territoires et en identifier les causes et les conséquences. Tout cela en vue de réfléchir à la façon de se mobiliser avec des partenaires et avec les personnes concernées dans une démarche de plaidoyer. À l'issue de la formation, les jeunes ont choisi pour chacune de leurs délégations une démarche concrète à mener : sensibiliser les chefs d'entreprise à l'offre de stages pour la Martinique, lutter contre l'isolement des personnes âgées pour la Guadeloupe, sensibiliser la population à la préservation de la qualité d'une plage menacée par la pollution pour la Guyane.

## CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT LOCAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Afin d'encourager nos délégations à soutenir des partenariats avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire locale et renforcer ainsi des projets de territoire favorisant l'accès à des biens essentiels, à l'autonomie et au pouvoir d'agir des personnes vulnérables, le Secours Catholique-Caritas France s'est doté d'une commission nationale « Économie sociale et solidaire ». Celle-ci a pour rôle de coordonner les aides financières ainsi que les partenariats locaux et nationaux autour de projets favorisant la contribution et la participation des personnes en situation de précarité.

### L'ANIMATION DU CHANGEMENT SOCIAL LOCAL EN RÉGION L'EXEMPLE DES HAUTS-DE-FRANCE ET DE L'OCCITANIE

**Laurent Lévêque, coordinateur des régions et des délégations au Secours Catholique-Caritas France, a piloté la session ACSL en Occitanie qui a rassemblé plus de 120 personnes à Lourdes. Il revient sur ces quatre journées enthousiasmantes.**

« Cette session ACSL s'inscrivait dans la continuité d'autres qui avaient eu lieu en 2016 sur l'animation dans les territoires, mais sur son aspect surtout organisationnel. Plus tard, partant des ambitions du projet national, nous nous étions demandés comment changer la société dans les territoires en mobilisant les énergies, les personnes, les groupes, les associations autour de sujets très concrets : rompre l'isolement des personnes âgées, développer la mobilité, maintenir les jeunes dans le territoire..

La session qui s'est tenue pendant quatre jours à Lourdes en 2018 nous a permis de faire un pas de plus, dans la continuité de ce qui avait déjà été réalisé et pensé. Nous avons abordé la notion d'animation du changement social local à travers les témoignages d'associations, comme les accorderies du Gard, qui mènent des actions de ce type. À partir de ce premier constat, "ça se fait, donc c'est possible", nous avons rêvé concrètement à ce que pourrait être selon nous un territoire plus juste et fraternel. Puis nous avons tenté de comprendre en quoi cette approche impactait nos pratiques.

Le bilan de ces quatre jours a été très enthousiaste. Nous sommes repartis avec une vraie audace et une volonté manifeste de nous mettre au travail. »

**Bernard Schricke, délégué interrégional, pilotait entre autres la session ACSL des Hauts-de-France. Résumé de trois journées très riches à Merville, avec 110 représentants des huit délégations.**

« Nous avons fait venir 16 associations de la région pour qu'elles témoignent d'actions qu'elles mènent en matière de changement social : création d'un centre d'activités de loisirs pour tous les âges, à la demande des habitants d'un quartier ; genèse d'une Accorderie à Lille qui a changé la vie du quartier en créant de la mixité sociale ; construction d'un abri devant l'école pour les parents d'élèves.. Le lendemain, les responsables de la Fédération des centres sociaux et socioculturels, du Réseau des accorderies, et Laurent Seux pour le Secours Catholique, ont expliqué pourquoi nous, associations, sommes attendues dans le champ du changement social. Tout au long de la session, nous avons construit une fresque représentant un paysage dans lequel nous avons ajouté, peu à peu, des habitants, puis du mobilier urbain, puis les lieux de rencontre existants et, enfin, des emblèmes de nos envies de changement. À la fin, chacun est reparti avec un morceau de la fresque. Nous constatons que nos animateurs salariés, qui ont la trentaine et une fibre écologique plus développée, ne demandent qu'à accompagner ce type de projets. C'est pourquoi nous avons décidé à la fin de 2018 de mener une observation de six mois pour repérer le temps de travail professionnel qui pourrait être libéré pour cela. » ■



C. HARGOUES / SCSF

té, et inscrits dans une logique d'économie circulaire. Plus d'un million d'euros ont été affectés en 2018 à ces partenariats : sous forme, d'une part, d'aides à des têtes de réseaux associatifs (Territoires zéro chômeur de longue durée, Jardins de Cocagne, Accorderies, Réseau Éco habitat, Solidarauto) et, d'autre part, d'aides financières exceptionnelles accordées au développement de 32 projets locaux partenaires.

La commission joue également un rôle de conseil auprès des acteurs des projets, assure leur mise en réseau et définit les critères et conditions du fonctionnement des partenariats. En 2018, le Secours Catholique était impliqué dans plus de 1 000 projets d'économie circulaire, dont 400 boutiques solidaires et 400 structures d'insertion par l'activité économique, parmi lesquels des projets de ressourceries, 104 espaces mobiliers solidaires, 35 accorderies, 26 cafés solidaires, 150 jardins solidaires, 5 épicerie coopératives solidaires, des projets de monnaie locale...

## UN ENGAGEMENT RENFORCÉ DANS LES TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Trésorier de l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » depuis 2017, le Secours

Catholique-Caritas France a participé activement au bureau et au conseil d'administration, alors que notre présidente, Véronique Fayet, est intervenue lors de son assemblée générale en mai 2018. Plusieurs délégations se sont engagées dans cette action à différents niveaux. Six d'entre elles sont en lien avec les projets expérimentaux, cinq ont assisté à l'université d'été organisée en septembre à Paris, et d'autres ont participé à la 3<sup>e</sup> journée de « Grève du chômage » organisée le 26 octobre 2018. Au cours de cette journée d'alerte contre la privation d'emploi, les participants ont effectué des travaux utiles pour la société mais qui ne sont pas réalisés, une façon de montrer qu'il existe bel et bien un réservoir d'emplois non pourvus que les chômeurs de longue durée pourraient occuper.

À ce jour, plus de 600 personnes ont été embauchées dans les entreprises à but d'emploi de Territoires zéro chômeur de longue durée. Avec ATD Quart Monde et ses partenaires, le Secours Catholique a obtenu que le plan de lutte contre la pauvreté prévoie d'élargir l'expérimentation à plus de territoires afin de mieux identifier les facteurs de réussite et les conditions nécessaires à un élargissement à l'ensemble de la France. ■

# ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES DANS LE MONDE

## POUR DES POLITIQUES CLIMATIQUES QUI RESPECTENT LES DROITS HUMAINS

En octobre 2018, au moment de la sortie du rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) sur les impacts que pourrait avoir un réchauffement des températures de 1,5 °C et les scénarios possibles pour rester au-dessous de ce seuil, le Secours Catholique-Caritas France apportait sa contribution au débat en publiant un rapport intitulé *Soutenir la transition agroécologique*. Dans le cadre de l'alliance CLARA (Climate Land Ambition and Rights Alliance), nous avons également contribué à la production d'un rapport scientifique qui présente les pistes encore non explorées pour ne pas dépasser les 1,5 °C, celles qui promeuvent une approche préservant les droits fonciers des populations autochtones, la biodiversité et la souveraineté alimentaire. Enfin, lors de la COP24 qui s'est tenue en décembre à Katowice, en

Pologne, nous avons plaidé, aux côtés de Caritas Internationalis et du Réseau Action Climat, pour que les grands principes du préambule de l'accord de Paris (droits de l'homme, sécurité alimentaire, droits des peuples autochtones...) soient inscrits comme des lignes rouges à ne pas franchir par les politiques climatiques. Certaines solutions préconisées, comme la séquestration du carbone dans les sols, menacent clairement le droit à la terre. Or, pour nous, les droits humains restent une priorité absolue.

## RÉPONDRE AUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX AU SAHEL

Du fait d'une forte croissance démographique et des effets du changement climatique, le Sahel doit faire face à des défis environnementaux et sociaux. Le Secours Catholique-Caritas France a lancé en octobre 2018 un programme de vingt-sept mois qui vise à promouvoir la transition agroécologique et concernera huit pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Ce programme, qui se compose d'activités adaptées aux réalités des différents partenaires locaux et d'actions transversales (gestion des connaissances, mise en réseau, communication), est porté par neuf organisations sahéennes ainsi que par trois Caritas d'Europe, dont le Secours Catholique-Caritas France en tant que chef de file. Destiné à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations vulnérables de la zone, il accompagnera plus de 70 membres des équipes Caritas et plus de 4 000 producteurs dans leur transition agroécologique. Cette thématique représente un enjeu crucial pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest dans les années qui viennent.

### L'AGROÉCOLOGIE COMME RÉPONSE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Destiné aux décideurs politiques, le rapport *Soutenir la transition agroécologique* démontre que l'agroécologie est une approche clé face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. Le document met l'accent sur le carcan politique et économique qui bloque le déploiement de l'agroécologie et appelle à répondre aux défis climatiques par des politiques publiques ambitieuses mais aussi cohérentes avec les objectifs de sécurité alimentaire. La transition agroécologique apparaît aujourd'hui comme la meilleure réponse aux changements climatiques pour plusieurs raisons. Elle est peu émettrice de gaz à effet de serre, elle permet aux paysans de mieux s'adapter aux évolutions climatiques, et elle est créatrice d'emplois dignes puisqu'elle entraîne la reterritorialisation des systèmes de production alimentaire et énergétique. Ce rapport complète celui publié en 2016 et intitulé *Agroécologie et développement durable*. ■

## ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU BANGLADESH GRÂCE À L'AGROÉCOLOGIE

Caritas Bangladesh, partenaire du Secours Catholique-Caritas France depuis presque trente ans, intervient dans l'un des territoires les plus reculés du Bangladesh : les Chittagong Hill Tracts, une région de collines et de forêts dont 45 % sont habitées par des communautés



É. PERRIOT / SCSF

autochtones. La culture intensive des terres qui y est pratiquée et l'impact très fort du changement climatique ont entraîné l'appauvrissement et l'érosion des sols, au point que la production agricole ne permet plus de nourrir une population en constante augmentation. Dans ce contexte, après les projets de sécurité alimentaire menés jusque-là dans la région, Caritas Bangladesh s'est associée à des organisations locales et à des centres de recherche pour accompagner la transition des populations rurales les plus vulnérables (autochtones et bengalies) vers l'agroécologie. Démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD), ce nouveau projet sera mis en œuvre pour une durée de trois ans. Il a pour objectifs notamment d'accroître la sécurité alimentaire, de renforcer les capacités des acteurs locaux pour une gestion durable des ressources naturelles, d'améliorer la résilience face aux changements climatiques, d'assurer l'accès des peuples autochtones aux services collectifs et aux terres, de développer la coopération entre société civile et autorités autour de la recherche sur l'agroécologie.

## PROTÉGER LES DROITS DES COMMUNAUTÉS FACE AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les importantes ressources minières et pétrolières que recèle le Congo-Brazzaville ont été longtemps exploitées au détriment de la population. En outre, les populations riveraines des exploitations subissent la pollution de l'environnement et l'appauvrissement des sols. Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France a apporté son soutien à la commission diocésaine Justice et Paix de

Pointe-Noire, qui œuvre pour défendre les droits économiques, fonciers et environnementaux des communautés riveraines des extractions pétrolières situées sur la côte ouest du pays, dans les départements

“ LES IMPORTANTES RESSOURCES MINIÈRES ET PÉTROLIÈRES QUE RECÈLE LE CONGO BRAZZAVILLE ONT ÉTÉ LONGTEMPS EXPLOITÉES AU DÉTRIMENT DE LA POPULATION. ”

de Pointe-Noire et du Kouilou. Afin de se donner une vraie chance de déboucher sur des avancées durables, le projet impliquait les compagnies extractives, les pouvoirs publics, mais aussi les communautés riveraines, pour qu'elles deviennent actrices de leur développement et de l'amélioration de leurs conditions de vie. Ce projet, qui s'intégrait dans un »

**BOLIVIE**

**CIPCA, PARTENAIRE DU SECOURS  
CATHOLIQUE, AIDE LES COMMUNAUTÉS  
INDIGÈNES À SE STRUCTURER,  
À S'ORGANISER ET DÉVELOPPE AVEC ELLES  
LEUR PRODUCTION AGROÉCOLOGIQUE**



### UNE VICTOIRE HISTORIQUE POUR L'AMAZONIE

Il s'agit d'une victoire historique pour les Awajún et les Wampis, des peuples autochtones du Pérou. Après plusieurs années de lutte, ils se sont vu en effet reconnaître leur droit à la consultation préalable sur les politiques d'exploitation des ressources de leur territoire.

Le combat a débuté en 2006, lorsque les entreprises d'extraction pétrolière se sont approprié leurs terres pour y réaliser leurs activités. En août 2014, une plainte a été déposée contre l'État péruvien pour atteintes à leurs droits et à l'environnement. Cette démarche est soutenue entre autres par les partenaires du Secours Catholique-Caritas France, à savoir le CAAAP (Centre amazonien d'anthropologie et d'application pratique) et CooperAcción. En 2015, ensemble avec ces mêmes associations et le CCFD-Terre solidaire, le Secours Catholique publiait un rapport intitulé *Le baril ou la vie* qui démontrait l'impact des activités pétrolières des entreprises françaises Maurel & Prom et Perenco sur la vie des Awajún et des Wampis.

Le 20 août 2018, c'est la victoire : la cour d'appel de Lima tranche et ordonne la suspension de ces activités sur le territoire tant que les peuples concernés n'auront pas été consultés. ■

» processus démarré en 2007, s'est terminé en 2018. Une année charnière puisqu'elle a vu se concrétiser les acquis obtenus au cours des projets précédents : la contribution des compagnies pétrolières au développement des communautés riveraines, la mise en œuvre d'une politique de responsabilité environnementale et l'amélioration de la gouvernance foncière.

### PERMETTRE AUX POPULATIONS AUTOCHTONES D'AMÉRIQUE LATINE DE DISPOSER DE LEUR TERRE EN AUTONOMIE

Un des enjeux de la reconnaissance des droits des populations autochtones d'Amérique latine est de leur donner la possibilité de choisir elles-mêmes l'usage des terres qui leur appartiennent. Cette autodétermination leur permet de vivre dignement et de développer des modes de production et de consommation respectueux de leurs traditions et sa-

voirs ancestraux. Au cœur de ce sujet se trouve également la question environnementale : les peuples autochtones ont traditionnellement un lien très fort avec la nature mais, de plus en plus, la question du modèle de développement se pose.

En Bolivie, pays où la reconnaissance du droit à la terre est déjà acquise aux populations autochtones, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu en 2018 l'association CIPCA qui œuvre à garantir la souveraineté alimentaire de ces populations. CIPCA promeut une agriculture familiale basée sur les traditions et savoirs ancestraux, résiliente au dérèglement climatique et dont les excédents sont commercialisés dans le cadre de circuits courts. Au Pérou, nous avons appuyé l'action de la Caritas de Jaen qui a développé, pour la production de café biologique, un modèle de transfert d'activités agro-industrielles vers des logiques d'agroécologie et des créations de coopératives. Un modèle de développement qui s'étend aujourd'hui aux exploitations paysannes dans le secteur du cacao et de l'agroforesterie.

### MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS POUR AMÉLIORER LEUR CADRE DE VIE AU SÉNÉGAL

En raison d'une forte croissance de leurs populations, de nombreuses communes du Sénégal font face à des problèmes d'insalubrité liés notamment à la gestion des ordures ménagères. Dans la région de Kaolack, afin de contribuer à l'amélioration du développement de ces zones urbaines, le Secours Catholique-Caritas France soutient Caritas Kaolack dans son projet de mise en place d'une gestion efficace et durable des déchets de trois petites villes. Ce projet cofinancé par l'AFD a démarré en 2015 et doit être transféré à la fin de juin 2019 aux municipalités concernées. Pendant ces trois années, c'est tout un système de collecte des déchets qui s'est mis en place grâce à la très forte mobilisation des populations. Organisées en 24 comités environnementaux, les familles paient une petite contribution servant à financer le salaire du charretier qui assure le ramassage des ordures. En 2018, dans le cadre du projet, des décharges ainsi que des centres de valorisation et de tri des déchets ont été construits dans chacune des communes, avec un objectif de 60 % de recyclage, notamment du plastique, des déchets organiques, de l'aluminium, et de 40 % d'enfouissement. Ces infrastructures sont aujourd'hui »



E. PERRIOT / SCCF

» opérationnelles. C'est désormais aux trois communes d'assurer le financement nécessaire pour faire fonctionner la coopérative chargée de gérer la collecte, le tri et la recherche de débouchés pour les matériaux recyclés. Caritas Kaolack assurera un suivi jusqu'à la fin de 2019 pour appuyer la consolidation des coopératives et la valorisation des déchets.

### MOBILISER LES COLLECTIFS CITOYENS DES BIDONVILLES INDIENS

Les villes indiennes, véritables moteurs de la croissance économique du pays, représentent un espoir de vie meilleure pour les travailleurs agricoles qui fuient la pauvreté des campagnes. Mais le travail qu'ils y trouvent étant souvent non qualifié, informel et ne leur assurant pas de revenus réguliers, ces nouveaux citoyens finissent par grossir les rangs des habitants des bidonvilles. C'est pour les aider à lutter

**“ LES VILLES INDIENNES, REPRÉSENTENT UN ESPOIR DE VIE MEILLEURE POUR LES TRAVAILLEURS AGRICOLES QUI FUIENT LA PAUVRETÉ DES CAMPAGNES. MAIS CES NOUVEAUX CITOYENS FINISSENT PAR GROSSIR LES RANGS DES HABITANTS DES BIDONVILLES. ”**

contre la pauvreté et l'exclusion auxquelles ils font face qu'a été conçu le programme de l'Indo-Global Social Service Society (IGSSS), avec le soutien du Secours Catholique-Caritas France dans quatre des 23 villes concernées : Ranchi (État du Jharkhand),

Raipur (Chhattisgarh), Cuttack (Odisha) et Guwahati (Assam).

Dans sa première phase, l'objectif du programme était de créer des collectifs dans les bidonvilles pour mobiliser les habitants, les former sur leurs droits et sur la manière dont ils peuvent les faire valoir auprès des autorités locales et des médias. Les communautés étaient également accompagnées dans l'installation et l'entretien d'infrastructures telles que des égouts, réseaux électriques et sanitaires en vue d'améliorer ensemble les conditions de vie dans les bidonvilles. En 2018, le programme est entré dans une nouvelle phase de deux ans destinée à mettre en réseau les collectifs déjà constitués en Inde au sein d'un même État et à les faire se rencontrer afin



de favoriser des dynamiques de plaidoyer et d'actions communes au niveau de l'État puis au niveau national, avec l'ensemble des réseaux.

## **PARTICIPATION CITOYENNE ET NOUVEAUX MODÈLES DE GOUVERNANCE TERRITORIALE POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES D'AMÉRIQUE LATINE**

Dans son encyclique *Laudato si*, le pape François propose le concept d'écologie intégrale, comme chemin de réponse à la crise sociale et environnementale. En 2018, le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires latino-américains se sont emparés de ce concept pour réfléchir ensemble à la promotion de nouveaux modèles respectueux de l'environnement, en opposition au modèle extractiviste dominant sur le continent. Cela passe par la formation des populations au droit qu'elles ont à décider du modèle de développement qui régit leurs territoires. L'enjeu est de taille car, si ces choix restent entre les mains des élites politiques, c'est le modèle extractiviste et latifundiste qui perdurera. Au sein de cette dynamique d'échanges fructueux, le Secours Catholique a soutenu en 2018 des partenaires qui travaillent au renforcement de la participation des citoyens dans les instances locales de décision. C'est le cas en Colombie, dans une vision de construction de la paix par l'implication des citoyens dans les territoires, ou au Pérou, où notre partenaire APRODEH allie cohésion sociale, mémoire historique et agroécologie.

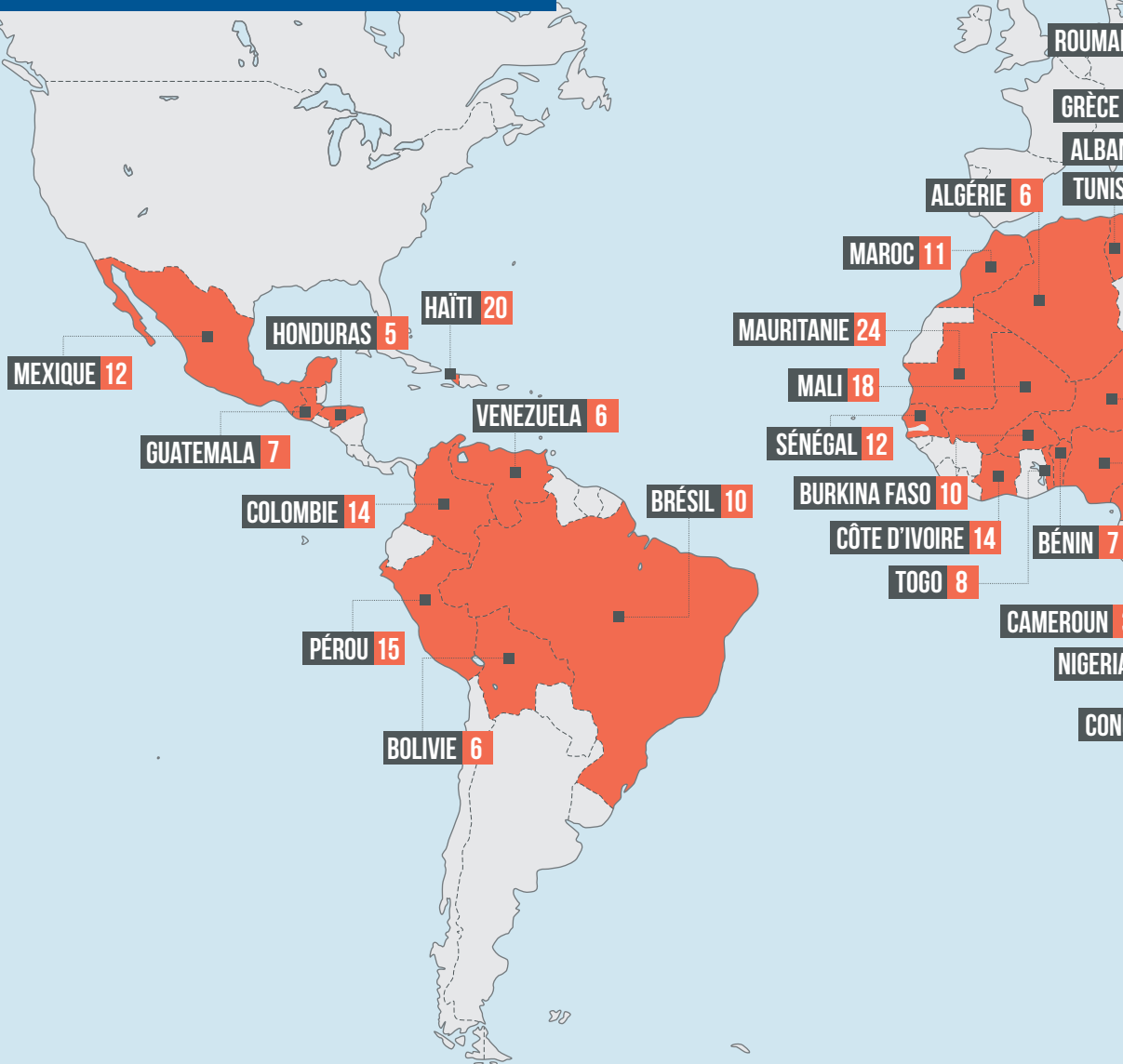
## **RENFORCER LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA GOUVERNANCE DES TERRITOIRES AU MAROC ET EN MAURITANIE**

Pour améliorer la situation des populations sur leurs territoires, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu en 2018 des projets visant à développer des pratiques durables et à renforcer la participation citoyenne. Dans les campagnes comme en ville, au Maroc et en Mauritanie, nos partenaires soutiennent la création et le renforcement de groupements formels et informels capables d'obtenir des autorités et acteurs locaux les changements nécessaires à une amélioration pérenne de la situation. Et cela à travers différentes actions. Dans les campagnes, ce sont des groupements de petits producteurs qui adoptent des

pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et améliorent leur accès au marché. En ville, des associations de jeunes et de femmes aident à l'alphabétisation, favorisent le petit entrepreneuriat et mènent des actions culturelles, sportives et de sensibilisation.

Plus spécialement au Maroc, le programme développé en 2018 a visé à renforcer et à développer de petites exploitations agricoles familiales regroupées en collectifs et à améliorer leurs revenus grâce à l'agroécologie. En Mauritanie, nous avons soutenu la Caritas nationale, qui intervient depuis dix ans auprès de groupes ruraux, qu'elle accompagne dans leur structuration en coopératives (de riz, de maraîchage), et de groupements d'intérêts économiques (cultures de décrues et banques de céréales). La dernière phase de quatre ans du projet, cofinancée par l'AFD, s'est achevée en juin 2018. ■

# 598 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE



PAYS NOMBRE DE PROJETS



# FAVORISER LA CONSTRUC- TION D'UNE SOCIÉTÉ INTER- CULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE

*« Les personnes et les communautés de cultures  
et religions différentes œuvrent ensemble. »*

Projet national 2016-2025 du Secours Catholique.

**LES BOULEVERSEMENTS MONDIAUX** et le délitement de la situation économique et politique provoquent des crispations qui nous imposent d'imaginer des démarches culturelles, interculturelles et interreligieuses valorisant cette diversité et renforçant la cohésion sociale. Comme nous nous en réjouissons depuis plusieurs années déjà, ce sont les jeunes du monde entier et de toutes confessions qui nous ont montré la voie en 2018 vers ce changement de société passant d'abord par l'accueil et la rencontre de l'autre. Les 550 jeunes, d'une grande diversité, participant à leur 5<sup>e</sup> université d'été Young Caritas ont ainsi multiplié les occasions de célébrations et de veillées pour faire tomber les barrières entre les religions. Notre volonté d'améliorer la prise en compte de la diversité au sein de notre réseau et à travers nos actions a été également l'occasion de nous interroger sans tabou sur la façon dont la religion s'exprime dans nos équipes et sur le choc culturel que peut représenter l'accueil de migrants par des collectifs de citoyens, ou encore pour des enfants issus d'autres cultures dans le cadre de l'Accueil familial de vacances (AFV).



G. KERBAOL / SCSF

## ACCOMPAGNER L'AVÈNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE EN FRANCE

### DES JEUNES DU MONDE ENTIER POUR DÉFENDRE NOTRE « MAISON COMMUNE »

Du 23 au 26 août 2018 se tenait la 5<sup>e</sup> université d'été Young Caritas sur le thème de la « maison commune » telle qu'évoquée par le pape François dans son encyclique *Laudato si*. Cinq cent cinquante jeunes d'horizons divers (jeunes bénévoles, en situation de précarité, citoyens engagés...), venus de toute la France, mais aussi d'Haïti, d'Inde, d'Indonésie, de Madagascar, de Mauritanie, du Pérou, de République démocratique du Congo et du Sénégal ont célébré pendant quatre jours leur envie commune d'agir face aux urgences sociales et environnementales. Au fil de « parcours » conçus autour d'objets tels que le téléphone portable, les vêtements, la viande ou encore les déchets, les jeunes ont partagé leurs expériences, leurs bonnes pratiques et solutions pour préserver leur maison commune. Le Secours Catholique-Caritas France s'est réjoui de constater

une fois de plus combien ce grand rassemblement estival remplissait sa mission de dynamiser le réseau des jeunes engagés et de renforcer leurs capacités à construire, dans leur grande diversité culturelle, des projets solidaires qui transforment nos sociétés. »

« IL N'Y A PAS DEUX CRISES SÉPARÉES, L'UNE ENVIRONNEMENTALE ET L'AUTRE SOCIALE, MAIS UNE SEULE ET COMPLEXE CRISE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE. LES POSSIBILITÉS DE SOLUTION REQUIÈRENT UNE APPROCHE INTÉGRALE POUR COMBATTRE LA PAUVRETÉ, POUR RENDRE LA DIGNITÉ AUX EXCLUS ET, SIMULTANÉMENT, POUR PRÉSERVER LA NATURE. »

EXTRAIT DE L'ENCYCLIQUE LAUDATO SI DU PAPE FRANÇOIS



G. KERBAOL / SCCC

## VEILLÉE, « KAWAA » ET CÉLÉBRATION INTER-CROYANTS À SAINT-MALO

» Pour les jeunes de Young Caritas, l'année 2018 a été celle de l'écologie intégrale, mais aussi de la rencontre interreligieuse. Au premier soir de l'université d'été à Saint-Malo, sept veillées « entre ciel et terre » étaient organisées sur tout le site en l'honneur des partenaires venus du monde entier. Tout au long du séjour, plusieurs « Kawaa » (« café » en arabe) ont été organisés pour échanger sur la foi de l'autre : Est-ce que les cinq prières quotidiennes sont obligatoires pour les musulmans ? C'est quoi être chrétien, pour toi ? La messe, ça vous parle ? Enfin, au troisième jour, une quarantaine de jeunes, chrétiens, athées ou musulmans, se sont levés aux aurores pour vivre un temps spirituel commun sur le thème de « l'être à la terre ». Autant d'occasions de prendre conscience que la dimension spirituelle se partage et s'enrichit au contact de l'autre.

## EN ROUTE VERS TAIZÉ AVEC LES VÉLOS DE L'ESPÉRANCE

C'est un pari fait par les Young Caritas du Val-de-Marne : parcourir 400 kilomètres en cinq jours pour

se rendre de Sucy-en-Brie à Taizé, en vue d'y participer à un week-end de rencontre islamo-chrétienne sur le thème : Vie intérieure et fraternité. Tout au long du chemin, les dix participants de ces vélos de l'Espérance (cinq musulmans et cinq chrétiens) ont pu témoigner que « Vivre ensemble, c'est possible ! » Le choix de partir sur des vélos récupérés a été inspiré par le choix de Young Caritas d'axer son Université d'été sur l'écologie intégrale et le développement durable. Et comme l'écologie intégrale, c'est aussi prendre le temps de la rencontre de l'autre, les cyclistes ont jalonné leur parcours de moments de partage avec les personnes qui les accueillaient. Durant l'été, les Young Caritas du Val-de-Marne ont réitéré l'exploit pour se rendre à l'Université d'été à Saint-Malo.

## CHRÉTIENS ET MUSULMANS ENSEMBLE AVEC MARIE

Le rassemblement « Ensemble avec Marie », dont le Secours Catholique-Caritas France fait partie, est constitué de chrétiens et de musulmans, représentants associatifs engagés dans leurs communautés ou simples croyants soucieux de promouvoir un meilleur vivre-ensemble, qui se retrouvent autour de Marie, figure célébrée dans les deux religions. En 2018, l'une des manifestations « Ensemble avec Marie » s'est déroulée à Cergy dans le Val-d'Oise, à l'initiative entre

« ON A QUELQUE CHOSE QUI NOUS RASSEMBLE, NOUS LES MUSULMANS ET LES CHRÉTIENS, C'EST MARIE ET JÉSUS. C'EST GÉNIAL, C'EST AU NOM DE LA FRATERNITÉ QU'ON EST LÀ. »

NAWEL

autres de nos équipes locales qui vivent la diversité culturelle et religieuse au quotidien dans leurs accueils. Les 200 participants ont déambulé en fraternité dans les rues de la ville, faisant halte à l'église Sainte-Marie-des-Peuples puis à la Grande mosquée de Cergy.

## RELECTURE DE L'EXPÉRIENCE INTERCULTURELLE DES COULOIRS HUMANITAIRES

Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé en 2017 dans le projet des « couloirs humanitaires », un

programme négocié avec l'État par cinq associations en vue de permettre à des Syriens, des Irakiens ou des Palestiniens réfugiés au Liban de rejoindre la France en possession d'un visa et d'y être reçus par des collectifs de citoyens volontaires pour les accompagner sur le plan social, amical et administratif. Cinq cents personnes ont ainsi pu être accueillies en un an, notamment dans le Jura, où trois collectifs ont souhaité faire une relecture de la rencontre interreligieuse vécue lors d'un week-end, en février 2018. Les 70 bénévoles qui ont participé à ces collectifs d'accueil ont déclaré que l'expérience avait été irrémédiablement enrichissante, même si la rencontre porte en germe des interrogations et des doutes. S'il n'a pas été possible de répondre à toutes les questions que pose l'expérience de l'altérité, les familles des collectifs ont pu se redire que cet accueil n'a pas vocation à changer les familles accueillies, mais à les protéger de la guerre et des

risques de l'exil, et à les épauler pour qu'elles trouvent leur propre voie en France.

## RENCONTRE À NANTES AUTOUR DE L'ACCUEIL FAMILIAL DE VACANCES

Le 24 novembre 2018, l'Accueil familial de vacances (AFV) du Secours Catholique-Caritas France organisait à Nantes une réunion avec les familles pour réfléchir au « choc » interculturel et interreligieux que peut occasionner ce type d'accueil. En effet, les enfants qui proviennent de l'Essonne représentent une grande diversité sociale, culturelle et religieuse, de même que les familles qui les reçoivent en Loire-Atlantique et qui ont toutes un rapport différent à leur religion et à leur culture. Partant de l'idée que, telle une rose, la rencontre interculturelle est certes toujours belle, mais qu'elle comporte aussi des épines, les participants ont raconté autant les beaux moments que ceux qui ont pu créer malaise ou tension. Ils ont pu aussi se féliciter, en cette année où l'AVF fêtait ses 70 ans, que cette action réussisse à son échelle ce à quoi le politique échoue : rapprocher plusieurs mondes.

## LA QUESTION DES PRATIQUES RELIGIEUSES ET DE LEUR EXPRESSION AU SECOURS CATHOLIQUE

C'est l'arrivée d'une jeune volontaire en service civique portant le voile islamique au Secours Catholique-Caritas France de Roanne, et les réactions diverses, voire le malaise que cela a suscité au sein de l'équipe, qui a donné l'occasion d'aborder la question de l'expression religieuse au Secours Catholique. Cette réflexion a été menée sur la base d'une enquête et d'entretiens individuels réalisés dans l'équipe concernée, en mai 2018. Elle a permis de mettre en évidence certains constats : que le Secours Catholique n'est pas toujours à l'aise ni au clair sur cette question, et que les bénévoles qui avaient le plus vivement réagi à l'arrivée de la jeune femme avaient pu avoir un sentiment d'injustice, eux qui se sentent tenus de ne pas afficher leur foi. Des pistes pour l'avenir ont pu être dégagées : prendre des temps d'échanges entre bénévoles pour discuter d'autre chose que des activités d'entraide. Oser parler de sa religion, de sa foi... Oser en parler avec les musulmans ou autres croyants qui fréquentent les accueils, et oser aussi partager des expériences spirituelles (célébrations...). ■

### LE VOYAGE DE L'ESPÉRANCE SELON ABOU BAKRY, DEMANDEUR D'ASILE

En octobre 2018, la délégation de l'Essonne du Secours Catholique-Caritas France organisait un voyage de l'Espérance à Tauves en Auvergne. Abou Bakry, demandeur d'asile d'origine mauritanienne, en était, il raconte son expérience. « *Le voyage de l'Espérance est un moment de rencontre, l'occasion de faire connaissance avec les autres participants. J'ai fait ce voyage pour m'aérer l'esprit et oublier les soucis de la vie quotidienne. C'est souvent le cas des voyages organisés par le Secours Catholique. L'organisation est vraiment bien faite. Cela m'a permis également de m'exprimer, d'extérioriser mes soucis. En tant que personnes migrantes, on n'est pas écoutées, alors vivre des moments de rencontre comme lors du voyage de l'Espérance nous reconforte. Nous avons également eu des moments festifs comme la soirée où j'ai dansé alors que je ne danse jamais, mais là, je me sentais libéré. La chaleur humaine, l'unité du groupe ont fait de ce séjour un moment exceptionnel, et je souhaiterais revivre une expérience comme celle-là. Grâce à ce séjour où les barrières n'existaient pas entre les individus, je me suis senti valorisé : on m'accorde la chance de vivre normalement et on me fait confiance. Tout cela grâce au Secours Catholique où il existe une solidarité et une fraternité qu'on ne retrouve pas ailleurs.* »

# ACCOMPAGNER L'AVÈNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE DANS LE MONDE

## EN BOLIVIE ET AU MEXIQUE, UN SOUTIEN AUX RADIOS COMMUNAUTAIRES POUR CRÉER DU LIEN

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a reconduit son soutien à des partenaires, notamment jésuites, en Bolivie, au Mexique et au Pérou qui disposent, au sein de leur structure, de réseaux de radios communautaires. Radio Aclo en Bolivie, Radio Huayacocotla au Mexique et Radio Kampagkis au Pérou ont pour particularité de réaliser une partie de leurs émissions dans les langues indigènes, ce qui permet aux populations locales, et notamment aux femmes, d'avoir accès à l'information, mais aussi de faire entendre leur voix et d'évoquer leurs conditions de vie, dans le cadre de reportages enregistrés sur le terrain. Ces radios communautaires, figures de proue de la communication sociale, représentent une alternative aux médias traditionnels liés aux élites du pays, et créent du lien interculturel entre des populations qui, bien que parfois très proches, ne communiquent pas entre elles.

## POUR LA CRÉATION D'UNE ÉGLISE À VISAGE AMAZONIEN

Nos partenaires, notamment le REPAM, Réseau ecclésial panamazonien, sont très investis dans un projet d'Église à visage amazonien dont l'idée maîtresse repose sur le fait que la présence et l'action de l'Église soient respectueuses des traditions et de la culture locale. Dans ce contexte, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu les actions menées pendant la visite du pape au Pérou, en janvier 2018. Un important travail a notamment été fait par deux partenaires péruviens pour sensibiliser les jeunes à la question de l'interreligieux promue par le pape, à la triple frontière entre la Bolivie, le Brésil et le Pérou.

## CONTRIBUER À LA COHÉSION SOCIALE POUR CONTRER LA VIOLENCE DU CONTINENT LATINO-AMÉRICAIN

L'accueil des migrants par les populations hôtes suscite, en Amérique latine comme ailleurs, des phénomènes de rejet. Ainsi, avec le temps et l'augmentation du nombre de personnes, des tensions ont commencé à se faire sentir, aussi bien en Colombie vis-à-vis des Vénézuéliens fuyant la crise, qu'au Mexique envers les personnes venues d'Amérique centrale. C'est pourquoi, en 2018, nous avons soutenu les campagnes de sensibilisation menées par nos partenaires en vue de promouvoir l'hospitalité, la compréhension mutuelle, et de défendre les droits et la dignité des migrants. Face à la violence qui sévit dans de nombreux pays d'Amérique latine, que ce soit au niveau

**“ AU LIBAN, ADYAN DÉVELOPPE DES RÉSEAUX INTERRELIGIEUX AFIN DE PROMOUVOIR UN MODÈLE DE CITOYENNETÉ INCLUSIVE QUI S'ANCRE DANS DES VALEURS PARTAGÉES PAR TOUS. ”**

des familles, des quartiers, des institutions... plusieurs de nos partenaires ont développé des formations à la culture de paix. Caritas Mexique fait notamment un important travail de sensibilisation auprès des jeunes, leur donnant des repères pour leur éviter de tomber entre les mains des narcotrafiquants et du crime organisé dont ils sont la cible.

Nombre des problématiques que vit durement et intensément le continent latino-américain – gouvernance, participation citoyenne, respect des droits, accueil et intégration des migrants, réponses à la crise sociale et environnementale, cohésion sociale et interculturalité – sont des préoccupations mondiales. Les chemins de réponse venus du continent latino-américain sont variés et enrichissants, d'où nos efforts pour créer des liens entre les expériences de nos partenaires, celles vécues sur d'autres continents et les réalités accompagnées par le Secours Catholique en France.





E. PERRIOT / SCCF

## PROMOUVOIR L'INTERCULTUREL ET L'INTERRELIGIEUX COMME FACTEURS DE COHÉSION SOCIALE AU MOYEN-ORIENT

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu au Moyen-Orient des actions qui visent à renforcer le lien et la cohésion entre les communautés religieuses et à prévenir les conflits. Et cela, à travers des actions qui permettent aux communautés de se connaître, de coopérer entre elles, de repérer aussi les facteurs de tension pour mieux anticiper et gérer les conflits. Au Liban par exemple, notre partenaire Adyan développe des réseaux interreligieux afin de promouvoir un modèle de citoyenneté inclusive qui s'ancre dans des valeurs partagées par tous. Des réseaux de lycéens, d'étudiants, de jeunes professionnels ou de familles, de toutes confessions et origines nationales (Libanais, Palestiniens ou Syriens) sont accompagnés dans la création et la mise en œuvre d'initiatives qui favorisent le faire ensemble et le vivre-ensemble.

Toujours au Liban, notre partenaire House of Peace (Hope) forme les communautés de réfugiés syriens et les acteurs de l'aide humanitaire à identifier et à réduire les facteurs de conflit au sein des communautés syriennes, et entre les communautés syriennes et les citoyens libanais, promouvant ainsi la paix sociale.

## LE MESSAGE AU PAPE DE DÉTENUS MUSULMANS DU BURKINA FASO

*Bonne arrivée à la Maco, Papa François !* Tel est le titre du film documentaire que le réalisateur Janusz Mrozowski a tourné dans la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (la Maco) juste après que le pape François eut déclaré un jubilé spécial pour les prisonniers. Réalisé grâce au soutien financier du Secours Catholique-Caritas France, ce documentaire, augmenté en 2018 d'un bonus reprenant l'ensemble des témoignages des détenus, a été proposé au réseau comme outil s'inscrivant dans une dynamique interculturelle et interreligieuse invitant au changement de regard. Les personnes qui s'y expriment, pour la plupart illettrées, trouvent dans la caméra le vecteur pour témoigner de leurs souffrances, de leurs espoirs et de ce qui les fait tenir (le plus souvent la foi). Elles identifient le pape François comme un interlocuteur reconnu, au-delà des clivages religieux, qui leur redonne la dignité d'être écoutées et respectées. Des projections ont été organisées dans nos délégations, certaines suivies d'un débat en présence du réalisateur notamment. ■

# RÉPONDRE AUX URGENCES

**EN 2018, C'EST DANS L'AUDE**, frappée par de très violentes inondations, que se sont déployés les bénévoles du Secours Catholique-Caritas France pour assurer leur mission de posturgence auprès des foyers sinistrés. À l'international, nous avons continué notre action humanitaire dans de nombreuses zones frappées durablement par des catastrophes naturelles ou des conflits, comme en Somalie et au Sahel, ou par une grave crise politique comme au Venezuela. Nous avons également maintenu notre aide aux populations les plus vulnérables d'Irak et de Syrie, quelles que soient leur origine ou leur religion, qu'elles se trouvent dans des zones gouvernementales ou non gouvernementales, ou qu'elles soient déplacées ou réfugiées à l'étranger.



## MOBILISATION NATIONALE POUR VENIR EN AIDE AUX VICTIMES DES INONDATIONS DANS L'AUDE

Les 14 et 15 octobre 2018, des pluies torrentielles se sont abattues sur la région de l'Aude, faisant 14 morts, 75 blessés et des dégâts matériels évalués à 200 millions d'euros par les assurances. Très vite, le Secours Catholique-Caritas France a lancé un appel aux dons financiers et débloqué 100 000 euros de son fonds d'urgence pour faire face aux premiers besoins et surtout assurer la mission de posturgence qui est la sienne : écouter les personnes sinistrées, leur apporter un soutien matériel (aide au rééquipement des maisons en électroménager, mobilier...) et administratif (accompagnement dans les démarches auprès des assureurs...), ainsi qu'un réconfort moral et psychologique. Pour ce faire, la délégation locale du Secours Catholique a pu compter sur l'équipe Urgences mise en place : des volontaires venus des quatre coins de la France pour aller à la rencontre des personnes et leur prêter main forte. Les visites se sont poursuivies durant cinq mois, le temps nécessaire pour que les personnes les plus vulnérables puissent tourner progressivement la page.

## RÉPONDRE À LA CRISE AU VENEZUELA

Si les médias font régulièrement état de la crise politique et économique qui frappe le Venezuela, ses conséquences en matière d'insécurité alimentaire, de malnutrition, d'hygiène et de santé ont rarement été évoquées en 2018. Le Secours Catholique-Caritas France les connaît bien pour venir en aide aux populations vulnérables, sur place comme dans les pays d'Amérique latine où elles se sont réfugiées, et cela depuis plusieurs années, par l'intermédiaire de la Caritas Venezuela.

En 2018, le projet d'aide humanitaire, mené grâce au soutien financier d'ECHO, de la coopération Suisse et de la Fondation Chanel, a concerné le district de Caracas et sept États (Bolivar, Carabobo, Lara, Miranda, Sucre, Vargas et Zulia), dans lesquels 48 paroisses ont servi d'observatoires de la situation nutritionnelle en effectuant des mesures auprès de 5 350 enfants âgés de 0 à 5 ans (52 % de garçons et 48 % de filles). Ces mesures ont révélé que 3 084 de ces enfants souffraient d'un déficit nutritionnel, et de symptômes de malnutrition aiguë, sévère ou modérée pour 627 d'entre eux. À la prise en charge de ces enfants s'est ajoutée la distribution de 2 200 colis alimentaires aux familles. Les données collectées sur la malnutrition qui sévit dans le pays ont permis de publier, »»



L. CHARRIER / MYOP

» au cours de l'année 2018, trois bulletins nutritionnels qui constituent une des rares sources d'information sur la situation du pays et sont donc très attendus, tant au niveau national qu'international.

Depuis septembre 2018, le Secours Catholique, Caritas Venezuela et Médecins du monde France se sont réunis en consortium, avec deux axes stratégiques d'intervention : la nutrition et la santé. Le programme nutritionnel de Caritas Venezuela dans le district de Caracas et les États de Bolivar, Miranda, Sucre et Zulia se trouve ainsi renforcé par l'expérience de Médecins du monde France qui assure des consultations médicales et l'approvisionnement en médicaments, et met en place des référencement et contre-référencements, des activités de prévention communautaires et d'éducation à la santé. Le programme comporte également un volet psychosocial.

## ACTION HUMANITAIRE AU SAHEL

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France s'est investi dans les crises humanitaires qui frappent la Corne de l'Afrique et le centre du continent. Notre action s'articule également au Sahel autour de deux crises : celle liée au conflit avec Boko Haram, qui est conjoncturelle

mais qui dure et frappe tous les pays situés autour du lac Tchad ; l'autre, plus au nord, est structurelle, liée aux sécheresses et aux inondations qui ont de plus en plus d'impact à cause de la pression démographique et, en partie, du dérèglement climatique.

Notre réponse est double. Avec essentiellement des partenaires du réseau Caritas, nous apportons une aide directe d'urgence et de posturgence sur plusieurs thématiques : sécurité alimentaire ; eau, hygiène, assainissement ; santé et abris. Dans une perspective à plus long terme, nous travaillons également à renforcer les capacités de nos partenaires à réagir aux crises ainsi que la résilience des communautés vulnérables. Cette dernière activité répond à l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio* et à *Laudato si* de François puisqu'il s'agit d'une approche complète des communautés dans leur environnement de manière pérenne, en y incluant la question de la gestion des crises.

## DES ÉCOLES POUR PRÉSERVER DURABLEMENT LES ENFANTS DE LA FAMINE

La sécheresse ajoutée au conflit armé qui sévit depuis 1992 en Somalie entraîne de graves problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition mais aussi d'éducation. Le pôle Urgences internationales du Secours Catholique-Caritas France a soutenu en 2018 sept écoles fortement affectées par la sécheresse dans la région de Gedo. Notre objectif est d'assurer l'accès à l'éducation de base dans un environnement protecteur, en y associant une assistance alimentaire. En effet, les leçons tirées de la famine de 2011 montrent que de nombreux décès d'enfants dus à la sécheresse auraient pu être évités s'ils avaient eu accès à des services vitaux (eau potable, nutrition, prévention contre le choléra, etc.) dans des écoles protégées.

Ce projet intègre un nouveau volet pilote : une formation des enfants et des enseignants à des plans de réduction des risques de catastrophes grâce à des pratiques d'agroécologie qui permettront d'améliorer la résilience des communautés scolaires visées. Il cible 1 690 enfants de la région de Gedo, située dans le sud de la Somalie. Dans un pays où peu d'acteurs parviennent à intervenir pour des raisons d'insécurité et de méfiance des populations, nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur un partenaire dont les équipes sont issues des communautés locales et donc bien acceptées. ■

**UNE  
ORGANISA-  
TION AU  
SERVICE DE  
NOTRE AMBI-  
TION**

# TRANSFORMER NOTRE ORGANISATION POUR MIEUX RÉPONDRE AUX ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

Afin de mettre en œuvre son projet national, le Secours Catholique-Caritas France a besoin de faire évoluer son organisation et ses modes de fonctionnement. En 2018, nous avons poursuivi ce travail sur les trois changements internes que nous nous sommes fixés.

## UNE ORGANISATION APPRENANTE

### DES PISTES STRATÉGIQUES POUR DEVENIR UNE ORGANISATION APPRENANTE

En 2017, le Secours Catholique-Caritas France a réalisé un audit de ses pratiques afin d'identifier comment mieux apprendre de ses expériences et capitaliser les solutions qui s'inventent partout dans son réseau pour faire reculer la précarité. Ce diagnostic a permis de définir plusieurs pistes stratégiques dont trois ont été mises en pratique dans le réseau en 2018. La première consiste à systématiser l'apprenance en équipe (équipe au sens large) afin de permettre à l'association d'accroître sa capacité d'essaimage et d'innovation. La deuxième, à développer des processus en intelligence collective qui favorisent les échanges et les interactions entre les personnes, les équipes et les unités de travail. Et la troisième, à développer le management des connaissances, c'est-à-dire à mettre en place le repérage, la formalisation, la pérennisation et la transmission des connaissances... Parmi les réussites, notons le groupe « Aide et entraide » qui a travaillé en équipe apprenante (voir *supra*, p. 13) et la délégation du Var qui a élaboré son projet de délégation en processus d'intelligence collective (théorie U, processus d'accompagnement du changement émergent). À la fin de l'année 2018, trois régions s'étaient engagées dans des processus « d'équipe apprenante », ainsi que deux directions.

### LE PROGRAMME TADAF : TOUS'ACTEURS, DON'ACTEURS, FORMATION

Depuis 2016, le Secours Catholique-Caritas France s'est attelé à un ambitieux projet de transformation de ses systèmes d'information afin d'en simplifier l'utilisation pour tous ses acteurs (bénévoles, sala-

riés, donateurs, personnes ayant l'expérience de la précarité...), de faciliter leur collaboration en réseau, de mieux les appeler ou recruter et, surtout, de les fidéliser en s'adaptant à leur mode d'engagement et en leur offrant des parcours personnalisés. Les trois projets phares de cette transformation ont été regroupés en 2018 dans un même programme nommé TADAF, pour Tous'acteurs, Don'acteurs, Formation. Dès le mois d'octobre 2018, le projet est entré dans sa phase de mise en œuvre à laquelle toutes les parties prenantes ont été associées. À partir de 2019, les anciennes applications seront peu à peu remplacées, à commencer par celles concernant la gestion des dons, des bénévoles, des partenaires et des événements.

## UNE ORGANISATION RESPONSABLE

### LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL COMME ENJEU D'ÉCOLOGIE GLOBALE

Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé dans son projet national visant à transformer ses modes de fonctionnement pour répondre aux exigences d'un développement durable global, c'est-à-dire dans sa dimension économique et environnementale, mais aussi sociale. Dans cet objectif, l'enquête sur la qualité de vie au travail que nous menons périodiquement auprès de nos salariés depuis 2013 a été enrichie en 2018 de questions portant sur la coopération entre les salariés et les bénévoles, et doublée d'une enquête auprès des bénévoles de l'association.

La participation a été forte puisque plus de 640 des 970 salariés ont répondu au questionnaire, ainsi que 10 000 des 33 000 bénévoles contactés par *e-mail*. Côté salariés, on observe une légère tendance à la hausse de la satisfaction globale (de 66 % en 2015 à



E. PERRIOT / SCCF

67 % en 2018), avec toutefois deux axes importants de progrès identifiés : la régulation de la charge de travail et la reconnaissance du travail accompli. Côté bénévoles, l'enquête révèle que l'altruisme demeure le principal ressort de l'engagement (78 % des répondants), avec des différences de motivation selon les catégories d'âge, et notamment un décrochage manifeste de l'enracinement chrétien : 58 % des plus de 75 ans contre 28 % chez les moins de 34 ans. À relever également que 15 % des bénévoles de 35 à 49 ans ont fréquenté un accueil du Secours Catholique par le passé, donc ont probablement fait l'expérience de la précarité.

La démarche était accompagnée par « Recherches et solidarités », un organisme qui publie chaque année une étude intitulée *La France bénévole*. Le rapprochement des résultats de notre enquête avec les tendances observées au plan national nous donne des repères précieux pour orienter nos stratégies d'appel, d'accueil et d'animation des bénévoles.

## UNE ORGANISATION COHÉRENTE

### LANCEMENT DE SERVICES RÉGIONAUX DE FORMATION

Historiquement, la formation des bénévoles du Secours Catholique-Caritas France était assurée localement par les délégations. Partant d'une expérience de « services régionaux de formation »

menée depuis dix ans en Bretagne et en Pays de la Loire, nous avons décidé de mutualiser les efforts de formation des délégations d'une même région pour permettre à nos bénévoles de mieux s'approprier notre projet associatif grâce à des points de repère et une culture commune. Afin de mieux répondre aux nouvelles formes d'engagement et contraintes de nos bénévoles, notamment les actifs, ces services régionaux proposent, en plus des formations en journée et en semaine, des formules comme des temps forts sur trois jours consécutifs, des formations en soirée ou encore du *e-learning*.

À la fin de 2018, sept régions étaient engagées dans une telle démarche : Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Pays de la Loire. Composées de responsables formation-bénévolat des différentes délégations de la région, les équipes de ces services régionaux harmonisent leurs pratiques, échangent et construisent ensemble des cahiers des charges de formation. En 2019 une banque de données nationale mettra des modules de formation à la disposition des délégations, avec des séquences d'animation et différents outils.

### DES PROJETS DE DÉLÉGATIONS EN COHÉRENCE AVEC LE PROJET NATIONAL

Tous les cinq ans, chaque délégation établit un projet de délégation par lequel elle fixe ses ambitions et les pistes d'actions pour les atteindre. Les premiers projets inspirés par le projet national du Secours Catholique-Caritas France ont été homologués en 2017, et une seconde vague (27 projets) en 2018.

Pour aider les délégations dans cette démarche, nous organisons depuis deux ans des « promotions » de six à sept délégations qui se réunissent pour réfléchir ensemble à la façon d'élaborer leur projet par rapport aux situations vécues sur leurs territoires. La consigne est de se limiter à cinq objectifs qui puissent concerner tous les publics (par exemple, développer la place des personnes en situation de précarité, valoriser les talents...), qui répondent aussi à la nécessité d'accompagner les personnes vers un accès aux droits au lieu d'être dans du court terme et du distributif, et qui permettent des actions collectives, voire même de plaider. Ces promotions de deux jours contribuent à aider les délégations à s'approprier le projet national et à s'y projeter, tout en veillant à fixer un niveau d'ambition qui reste adapté et cohérent avec les habitudes et pratiques des équipes. ■

# 17 ANS DANS LA RUE

Aujourd'hui, Christian vit dans une pension de famille où il reprend goût à la vie. Donnons aux plus fragiles le pouvoir de reprendre leur destin en mains.

#RÉVOLUTIONFRATERNELLE

**FAITES UN DON**

[secours-catholique.org](https://secours-catholique.org)



[caritasfrance](#) [Secours Catholique-Caritas France](#)





# COMMUNICATION

En 2018, le Secours Catholique-Caritas France a redynamisé sa campagne de fin d'année, qui réunit l'ensemble des actions permettant de donner de la visibilité à nos opérations auprès du grand public et des paroisses, de développer des occasions pour collecter des fonds afin de nous donner les moyens d'agir et, enfin, de recruter de nouveaux donateurs pour assurer la pérennité de l'association. Voici les principales étapes de cette campagne et les outils mis en place.

## DÉBUT NOVEMBRE

### PARUTION DU RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PAUVRETÉ EN FRANCE, COUP D'ENVOI DE LA CAMPAGNE

Comme chaque année, c'est la publication au début de novembre de notre rapport statistique sur la pauvreté en France qui a donné le coup d'envoi de notre campagne de fin d'année. L'édition 2018 de ce rapport présentait également les résultats et propositions découlant de l'enquête grand public menée sur le thème : « Enquête d'une protection sociale plus juste ». Sa parution a donné lieu à l'organisation d'événements médias et grand public, tant au plan local que national.

### LA RÉVOLUTION FRATERNELLE EN CAMPAGNE

La campagne nationale 2018 du Secours Catholique-Caritas France qui a démarré au début de novembre mettait en scène notre vision : la Révolution fraternelle. À travers trois trajectoires de vie singulières et bien réelles : celles de Benoît, de Christian et de Nadia, auxquels le Secours Catholique a apporté récemment son concours. Des histoires qui montrent la force de la révolution fraternelle qui nous pousse à agir aux côtés des plus fragiles et qui permet à chacun de reprendre sa vie en main. Et une signature de campagne conçue comme un appel à tous les citoyens à nous rejoindre, puisque la révolution fraternelle, c'est ce que chacun en fera dans sa ville, dans son quartier, auprès de ses voisins... pour qu'ensemble nous construisions un monde juste et fraternel.

Pour être la plus visible possible, la campagne a été déclinée aux formats affichage municipal, associatif, partenaire, paroisse, transports urbains, commerçants... Mais aussi affichée par les délégations dans leurs villes, leurs villages et leurs églises.

## DU 1<sup>ER</sup> AU 31 DÉCEMBRE

### OPÉRATIONS DE FIN D'ANNÉE : LE PARTAGE DU FRATERNEL !

Afin de mieux faire connaître notre action et d'appeler de nouveaux donateurs à nous soutenir, il était nécessaire d'expérimenter de nouvelles actions de collecte plus visibles et mobilisatrices. C'est toute



S. LE CLÉZIO / SCF

l'idée du Fraternel, un gâteau gourmand imaginé par le Secours Catholique, en collaboration avec Chef Damien, cocréateur du site de recettes 750 g. Véritable symbole de générosité, de partage et d'engagement de tous dans la lutte contre la précarité et l'exclusion, le Fraternel était à confectionner ensemble dans les accueils de l'association, dans les familles, entre amis, et à partager avec le grand public sur les marchés, devant les gares, au pied des immeubles, dans les centres commerciaux, à toutes les occasions qu'offre la période des fêtes de fin d'année pour parler de générosité et de fraternité.

### « EN AVENT LA SOLIDARITÉ »

Opération gratuite organisée par le Secours Catholique-Caritas France à destination des écoles catholiques (du CP au CM2), l'opération « En Avent la solidarité » avait pour objectif d'éveiller les enfants à la solidarité, de changer leur regard sur la précarité et l'exclusion, mais également de leur permettre de devenir acteurs de la révolution fraternelle à laquelle le Secours Catholique-Caritas France aspire. L'occasion aussi de créer un lien entre les écoles et nos équipes locales. Son principe ? Les enfants étaient invités à ouvrir chaque jour de l'Avent une case et à prendre le temps pour discuter, réaliser un défi, réfléchir autour d'une citation... avec leur enseignant, sur les thèmes du vivre-ensemble, des préjugés et de la solidarité. Un livret pédagogique adapté aux différents niveaux scolaires permettait aux enseignants d'animer ce moment de réflexion. ■

## PUBLICATIONS

### RAPPORT STATISTIQUE ET PROPOSITIONS POUR UNE PROTECTION SOCIALE PLUS JUSTE



Paru en novembre, le rapport statistique 2018 du Secours Catholique-Caritas France, intitulé *État de la pauvreté en France. Enquête d'une protection sociale plus juste*, fait le constat, à partir de l'analyse de plus de 86 000 situations rencontrées dans nos accueils, que la précarité s'enracine toujours plus durablement en France. Une réalité préoccupante qui confirme l'analyse de l'enquête sur la protection sociale que nous avons menée de janvier à mai 2018 auprès de 3 300 personnes : notre système de sécurité sociale ne corrige pas ou plus toutes les inégalités (voir aussi p. 8).

### METTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL



Résultat de dix-huit mois de travail, le rapport *La finance aux citoyens*, publié par le Secours Catholique-Caritas France en juin 2018, en partenariat avec Finance Watch et l'Institut Veblen, analyse le fonctionnement du système financier, décrypte ses impacts sur la pauvreté et les inégalités au Nord comme au Sud, et apporte au débat des propositions de réforme pour mettre la finance au service de l'intérêt général (voir aussi p. 28).

### L'AGROÉCOLOGIE COMME RÉPONSE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Destiné aux décideurs politiques, le rapport *Soutenir la transition agroécologique* démontre que l'agroécologie est une approche clé face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. Peu émettrice de gaz à effet de serre, elle permet en effet de mieux s'adapter aux évolutions

du climat et de créer des emplois dignes grâce à la reterritorialisation des systèmes de production alimentaire et énergétique. Ce rapport complète celui que nous avons publié en 2016 sous le titre *Agroécologie et développement durable*.

### EN QUÊTE DE PRATIQUES PERMETTANT L'AUTONOMISATION DES PERSONNES DÉTENUES



Publié en septembre 2018, ce rapport se fonde sur une consultation de grande ampleur menée entre septembre 2016 et mars 2017 dans les prisons par huit Caritas européennes, et cela en vue de repérer les « bonnes pratiques » permettant l'autonomisation des personnes placées sous main de justice. Les activités identifiées trouvent un écho dans les règles pénitentiaires et de probation européennes et dans d'autres textes élaborés par le Conseil de l'Europe. L'enquête sert aujourd'hui de support à un plaidoyer au niveau national et européen (voir p. 25).

### DEUX NOUVEAUX NUMÉROS DE L'APOSTROPHE, LA REVUE DES EXPERTS DE LA PRÉCARITÉ



Lancée en 2016, *L'Apostrophe* est une revue semestrielle écrite par des personnes qui, par leur expérience personnelle face à la précarité, ont développé une expertise sur les questions de pauvreté. En 2018, deux nouveaux numéros ont paru, l'un portant principalement sur les inégalités sociales et l'autre sur les migrations (voir aussi p. 14). ■

# GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

**Augmentation de la CSG sur les retraites, réforme de l'ISF, prélèvement de l'impôt à la source... Autant de facteurs qui expliquent le recul de 7 % de la collecte du Secours Catholique-Caritas France en 2018. Et si ce recul a été compensé en partie par une embellie des recettes dues aux legs, nous avons continué à mobiliser notre réseau pour qu'il renouvelle ses pratiques de recherche de fonds en multipliant les actions de proximité.**

## UNE ANNÉE DIFFICILE POUR LA COLLECTE

La collecte du Secours Catholique-Caritas France a été en recul de 7 % en 2018, et cela pour plusieurs raisons bien identifiées : la hausse de la CSG sur les retraites, qui a pénalisé des associations comme la nôtre dont les donateurs sont en moyenne plutôt âgés ; la perspective de la mise en œuvre du prélèvement de l'impôt à la source, avec les incertitudes entretenues par les rebondissements de dernier moment et l'envoi tardif (septembre-octobre) du taux d'imposition aux ménages ; et, enfin, la réforme de l'ISF qui a touché surtout la Fondation Caritas France et donc sa capacité à contribuer au financement de notre action. À ces facteurs, que nous avons anticipés, s'est ajoutée en fin d'année la crise des « gilets jaunes ». Celle-ci a en effet attisé des peurs contreproductives pour le don, mais aussi fortement entravé la bonne marche de notre grande opération « Le Fraternel », dont le lancement avait été fixé au 1<sup>er</sup> décembre, soit au moment de la forte mobilisation du mouvement.



## UNE MOBILISATION DE TOUT LE RÉSEAU POUR LA COLLECTE DE DONS

L'opération « gâteau Fraternel » a connu un succès en ce qui concerne la participation des délégations du Secours Catholique-Caritas France, et la visibilité de l'association. L'opération elle-même s'inscrivait dans la dynamique impulsée depuis plusieurs années au sein de notre réseau pour que tous les acteurs de l'association s'investissent à leur niveau dans la collecte. Cela en organisant des événements ouverts à tous et en mobilisant leurs propres réseaux, en distribuant des enveloppes de don non seulement à la veille des fêtes, mais aussi tout au long de l'année.

## TROUVER DE NOUVELLES SOURCES DE SUBVENTIONS

La fameuse « réserve parlementaire », dont la suppression a été votée par l'Assemblée nationale en 2017, avait servi pendant longtemps, du moins en partie, à subventionner des projets d'associations locales comme ceux mis en œuvre par les délégations du Secours Catholique-Caritas France. Aux acteurs locaux du Secours Catholique désormais de se mobiliser et de s'investir pour montrer aux habitants de ces territoires, mais aussi aux élus, que les actions engagées méritent d'être poursuivies et soutenues. À cet effet, l'association met à la disposition de son réseau un guide des subventions expliquant aux délégations qui solliciter, de la mairie, de la région, du département, d'institutions comme la CAF, et même des fonds européens, pour financer non seulement leurs propres projets, mais aussi l'ensemble des actions du Secours Catholique. Au moment où les recettes issues de la générosité privée sont en baisse, un accent particulier a été mis auprès de notre réseau pour collecter plus de subventions, notamment en s'appuyant sur des outils comme ce guide.



C. HARGOUES / SCOF

## AUGMENTATION DES SUBVENTIONS INTERNATIONALES

Le niveau global des subventions accordées au Secours Catholique-Caritas France en 2018 reste bas (environ 7 % des ressources), mais cela ne doit pas faire oublier la belle augmentation des niveaux de subventions, reçues à l'international. Fluctuantes d'année en année, elles se sont élevées à 3,2 millions d'euros en 2018, contre 2,2 millions en 2017, en raison de l'obtention de ressources liées aux urgences au Venezuela, pays où nous jouons un rôle majeur depuis plusieurs années.

## UNE COLLECTE LIÉE AUX INONDATIONS DANS L'AUDE

Les 14 et 15 octobre 2018, l'Aude était frappée par de très violentes inondations qui ont fait 14 morts, 75 blessés et de nombreux dégâts. Cette catastrophe a suscité la générosité de nos donateurs, ce qui a permis aux équipes du Secours Catholique-Caritas France d'accompagner en posturgence les personnes sinistrées dans la région, et ce pendant plusieurs mois, les aidant à surmonter leurs difficultés matérielles, mais surtout le choc psychologique d'avoir tout perdu.

## UN RETOUR À LA NORMALE DU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE LEGS

En 2018, le montant des legs perçus par le Secours Catholique-Caritas France a été de 42,5 millions d'euros. En très forte augmentation par rapport à 2017 (+ 19 %), ils représentent plus de 30 % de nos ressources. Cette embellie est conjoncturelle. Elle s'explique par le retour à la normale du traitement des dossiers de succession, après une année 2017 où les notaires avaient été débordés à la suite de la réforme de leur profession, mais aussi par la forte sollicitation de la part de leurs clients, qui souhaitent réaménager leur patrimoine en lien avec la mise en œuvre de la réforme de l'ISF. Les perspectives pour les années à venir restent donc très mitigées, de plus en plus d'associations se positionnant sur ce type de soutiens. Même chose pour les recettes liées aux assurances-vie, qui progressaient depuis plusieurs années, mais ont aujourd'hui ralenti. ■

# LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

Le Réseau Caritas France a été créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France pour rassembler les organisations qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action. Son but est de susciter l'innovation et la coopération dans les territoires en alliant les compétences et les moyens de ses membres et de favoriser ainsi l'accompagnement global et la capacité d'agir de toute personne vivant des situations de précarité ou d'exclusion. L'objectif est aussi d'éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, d'agir sur les causes de la pauvreté. Quatre nouveaux membres ont rejoint le réseau en 2018 : la Fédération Solidarauto, le Réseau Éco Habitat, la Foncière Chênelet et l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) Caritas Île-de-France.

## HÉBERGEMENT ET LOGEMENT

Face à la pénurie de logements et à la problématique du mal-logement, le Réseau Caritas France a développé en 2018 des solutions nouvelles : mobilisation de logements grâce à l'épargne solidaire et de logements dans le parc privé, et soutien à l'amélioration thermique de l'habitat. Des projets qui complètent l'offre d'hébergement et l'accompagnement global vers le logement du Secours Catholique-Caritas France.

### L'ASSOCIATION DES CITÉS DU SECOURS CATHOLIQUE



Créée en 1989, l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener

vers l'autonomie et l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Elle compte 19 cités, 14 dans le secteur social et 5 dans le secteur du handicap, réparties sur trois territoires : Centre-Ouest, Île-de-France et Sud.

En 2018, plus de 1 000 salariés, essentiellement composés de travailleurs sociaux, et près de 400 bénévoles ont accompagné plus de 13 000 personnes dont 350 personnes en situation de handicap (souffrant de handicap psychique, de déficience intellectuelle ou de troubles autistiques), par le biais des 127 dispositifs sociaux (hébergements d'urgence, CHRS, haltes de jour, pensions de famille, crèches...) gérés par l'association. Les accompagnements mis en place par les équipes de l'ACSC valorisent la capacité d'action des personnes accompagnées et leur participation comme source de richesse. L'aide par le travail est le support privilégié pour l'action éducative des cités intervenant dans le secteur du handicap. Son réseau de crèches, « Grandir en crèche »,

compte actuellement une centaine de places.

Au sein du Réseau Caritas France, l'ACSC contribue à l'évolution de la société et de l'accueil que celle-ci fait aux personnes fragilisées. Elle poursuit sa dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels, les bénévoles et la participation des personnes accompagnées.

[acsc.asso.fr](http://acsc.asso.fr)

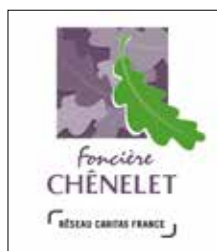


### CARITAS HABITAT

Créée en 2015, Caritas Habitat est une société foncière destinée à faciliter l'accès à l'immobilier social et solidaire, tel que les logements sociaux, les maisons relais et les boutiques solidaires, par le

recours à l'épargne solidaire. Son but est d'apporter une réponse immobilière à des projets sociaux portés par nos délégations ou par les cités de l'ACSC, de gérer des biens apportés par les fondations, les congrégations et nos délégations, ou qui ont fait l'objet d'une prospection auprès des collectivités locales ou des aménageurs. Agréée ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) et maîtrise d'ouvrage, Caritas Habitat a obtenu le visa de l'Autorité des marchés financiers pour lancer son premier appel à épargne solidaire en 2018.

[www.caritashabitat.org](http://www.caritashabitat.org)



### FONCIÈRE CHÊNELET

La Foncière Chênelet a été créée en 2009 près de Calais pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes aux plus bas revenus et proposer un habitat écologique de très haute qua-

lité à ces populations. Maître d'ouvrage d'insertion, la Foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité, à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoires ruraux.

[fonciere-chenelet.org](http://fonciere-chenelet.org)

### AGENCE IMMOBILIÈRE À VOCATION SOCIALE (AIVS) CARITAS ÎLE-DE-FRANCE



À la fin de l'année 2018, le Secours Catholique et l'ACSC ont créé conjointement l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) Caritas Île-de-France afin d'expérimenter dans la région francilienne une nouvelle manière de

permettre aux personnes d'accéder directement à un logement classique, sans passer par les étapes de l'hébergement d'urgence ou provisoire. En mobilisant des propriétaires d'appartements ouverts à l'idée de le louer à des personnes qui ne présentent pas toutes les garanties habituelles, il s'agira pour l'AIVS de montrer qu'avec un accompagnement de qualité, il est possible pour certaines personnes d'accéder directement à un logement stable.

### RÉSEAU ÉCO HABITAT



L'association Réseau Éco Habitat a été créée en 2014 sous forme d'expérimentations à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie avec le constat que beaucoup de familles en situation de grande précarité,

propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau Éco Habitat consiste à effectuer cette mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles) pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux, financés à 90 %.

[www.reseau-ecohabitat.fr](http://www.reseau-ecohabitat.fr)

### EMPLOI ET INSERTION

*En complément de l'accompagnement global vers l'emploi réalisé par les équipes du Secours Catholique-Caritas, le Réseau Caritas France développe et finance*

*des chantiers d'insertion, appuie l'innovation sociale et l'expérimentation, et mène des actions de plaidoyer en faveur de l'emploi et de l'insertion des plus exclus.*

### TISSONS LA SOLIDARITÉ

# **tissons la solidarité**

RÉSEAU CARITAS FRANCE

Fondé en 2004 par le Secours Catholique-Caritas France pour fédérer les boutiques solidaires d'insertion

qu'il avait créées, le réseau « Tissons la solidarité » s'est largement développé et regroupe aujourd'hui 70 entreprises et chantiers d'insertion par l'emploi. Les personnes en insertion y exercent différents métiers du textile et de la vente en prêt-à-porter. Elles bénéficient de formations agréées par les professionnels de la branche textile : une formation à la vente créée avec Chanel et une à la couture parrainée par Christian Lacroix. Une partie des chantiers d'insertion que fédère « Tissons la solidarité » coopèrent localement avec les délégations du Secours Catholique à travers ses boutiques solidaires. En 2018, une nouvelle convention de partenariat nationale a été signée entre le réseau « Tissons la solidarité » et le Secours Catholique.

[www.tissonslasolidarite.fr](http://www.tissonslasolidarite.fr)

### COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS ET LES PRÉCAIRES



Créé il y a plus de trente ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage.

En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a pu élaborer une nouvelle formule de sa lettre d'information « Vaincre le chômage ».

[ccscfrance.com](http://ccscfrance.com)

### FÉDÉRATION SOLIDARAUTO

Solidarauto est la marque de garages solidaires créés à l'origine par des délégations du Secours Catholique-Caritas France dans plusieurs territoires. Ces garages Solidarauto favorisent la mobilité per-

sonnelle pour faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules. En 2018, la fédération rassemblait six garages en France.  
[solidarauto.org](http://solidarauto.org)

## DÉVELOPPEMENT DE LA PHILANTHROPIE, INNOVATION, RECHERCHE

*Le Réseau Caritas France a également pour fonction plus transversale de développer, favoriser et financer la recherche, la réflexion sur la théologie de la charité et l'innovation sociale.*

### LA FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la Fondation Caritas France est la première et seule fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement

de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus de 90 en 2018). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international ou par d'autres partenaires. En 2018, les fonds collectés ont été redistribués à plus des deux tiers au Réseau Caritas France et dans le monde. Depuis sa création, la Fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre près de 1 000 projets.

Enfin, la fondation appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France.  
[www.fondationcaritasfrance.org](http://www.fondationcaritasfrance.org)

### LA FONDATION JEAN-RODHAIN

La Fondation Jean-Rodhain a été créée en 1981 pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans la recherche universitaire, développer

le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans différentes facultés de théologie, et continue à alimenter le site web « Servons la fraternité », fruit de la démarche Diaconia 2013, en vue de partager les pratiques d'une fraternité accessible à tous.

[www.fondationjeanrodhain.org](http://www.fondationjeanrodhain.org)  
[www.servonslafraternite.net](http://www.servonslafraternite.net)

## PRÉSENCE EN ALSACE

*De manière plus spécifique, l'histoire nous a amenés à développer une présence particulière en Alsace, couvrant toutes les dimensions présentées ci-dessus.*

### FÉDÉRATION DE CHARITÉ CARITAS ALSACE

Fondée en 1903 par monseigneur Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la Fédération de charité Caritas Alsace exerce ses activités depuis plus de cent ans dans le diocèse de Strasbourg. Service de l'Église catholique en Alsace et association de droit local, elle contribue à apporter des réponses aux détresses physiques, morales et spirituelles de notre temps. Ses missions se déclinent en trois axes : fédérer les actions en rapport avec la solidarité, promouvoir les initiatives de solidarité, interpellier et formuler des propositions pour une plus grande justice sociale. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de « Caritas Alsace, réseau Secours Catholique ».

[www.federation-de-charite.org](http://www.federation-de-charite.org)

# GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2018

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** du Secours Catholique-Caritas France comprend 183 membres, répartis en deux catégories : 152 membres actifs – administrateurs, personnalités qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi qu'un trésorier par région administrative – et 31 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. Les membres actifs comptent 83 hommes et 69 femmes. Membres d'honneur : 18 hommes et 13 femmes.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION** est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnalités qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit onze fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidentes, un trésorier et une secrétaire. L'aumônier général et le secrétaire général assistent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

## BUREAU

### Présidente :

Véronique Fayet

### Vice-présidentes :

Louise Avon, Claire Escaffre

### Trésorier :

Dominique Dubois

### Secrétaire :

Françoise Maury

## AUTRES MEMBRES

Bernard Alet - Pierre Boit - Pascal Bourgue - Alain de Brugière - Gilles Cagnard - Anne Duthilleuil - Marie Fleury - Francine Guilbert - Chantal Nicol - Geneviève Pastorello - Emmanuel de Rivoire - Guy Sayaret - Jean-Marie Schifflé - Béatrice Victor

### Secrétaire général :

Bernard Thibaud

### Aumônier général :

Père Hervé Perrot

### Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval

## LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnalités qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration, après

accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale.

- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et la présidente nationale du Secours Catholique-Caritas France, le secrétaire général et l'aumônier général sont régulièrement organisées.

## COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.

- ▶ Comité stratégique
- ▶ Comité pré-CA France
- ▶ Comité pré-CA International
- ▶ Comité Ressources
- ▶ Comité d'audit
- ▶ Comité des nominations
- ▶ Conseil d'animation national (CAN)
- ▶ Comité de trésorerie



# IDENTITÉ

## LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

## MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et propose des alternatives, au service du bien commun.

## ACTIONS

- ▶ En France, 1 420 000 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil.
- ▶ À l'international, 598 opérations ont été menées en 2018, dans 63 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 3,9 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

## ORGANISATION

- ▶ 74 délégations au 31 décembre 2018, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 66 000 bénévoles et de 940 salariés sur tout le territoire.
- ▶ Trois antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cèdre) à Paris.

## TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

**Les comptes annuels 2018**, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis seront approuvés par l'assemblée générale du 12 juin 2019. Ils sont disponibles sur le site [www.secours-catholique.org](http://www.secours-catholique.org) ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à :

Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

**Le commissaire aux comptes**, outre la certification des comptes, contrôle chaque année dix délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.

## LE COMITÉ DE LA CHARTE DU DON EN CONFIANCE

est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Le comité élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 26 avril 2018, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.



## NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

Agence du don en nature – Agence française de développement – Agence de l'eau Artois-Picardie – Agence de l'eau Loire-Bretagne – Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse – Agence de l'eau Seine-Normandie – Agence nationale pour les Chèques-vacances

Association Georges-Hourdin – Biocoop – Caisse d'épargne – CGR Cinémas – Communauté de l'agglomération havraise – COSUDE (Coop Suisse) Ambassade de Suisse en Colombie – Dons Solidaires

ECHO (service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile)

EDF – La Fabrique Aviva

Fondation Caritas France – Fondations abritées par la Fondation Caritas France : Fondation L'Arbre du voyageur – Fondation Avenir solidaire – Fondation Aveyron solidaire – Fondation des Épiniers – Fondation François, Monique et Pascal Bilger – Fondation Girafe formations – Fondation Le Manteau de saint Martin – Fondation Pro-femmes – Fondation Tolot

Fondation Carrefour – Fondation Chanel – Fondation Crédit coopératif – Fondation Eiffage – Fondation de France – Fondations abritées par la Fondation de France : Fondation Guy-Nicolas – Fondation Hardy – Fonds Merymu – Fondation Macif – Fondation NED (National Endowment for Democracy) – Fondation Notre-Dame – Fondation Porticus – Fondation Sainte-Geneviève – Fondation Saint-Irénée – Fondation Sancta-Devota – Fondation Somfy – Les petites pierres – Fondation Suez

Fonds de dotation Antigone – Grand Lyon – Jean Lutz SA – La Poste – Le Petit Futé

Ministère de la Culture – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

McMillan-Stewart Foundation – Moneta – Orange – Redevco Foundation – Saint-Christophe assurances – Union européenne

Ainsi que de nombreuses municipalités et de nombreux conseils départementaux et régionaux.

Et les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat de compétences :  
BNP Paribas, La Poste, Orange.



## ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

**Document conçu et réalisé**  
**par la direction de la communication**  
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07  
**Tél.** : 01 45 49 73 00  
**Fax** : 01 45 49 94 50  
**Rédaction** : Pascale Kramer  
**Correction-révision** : Irsane de Scitivaux  
**Photo de couverture** :  
C. Hargoues / SCCF  
**Maquette** : département Fadip  
Juillet 2019

# LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



## 344 M€

DE RESSOURCES DONT 86 % CONSACRÉES  
AUX MISSIONS SOCIALES

### 2018, EN FRANCE



## 1 350 000

PERSONNES SOUTENUES  
EN FRANCE



## 66 000

BÉNÉVOLES



## 5 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS  
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



## 2 400

LIEUX D'ACCUEIL



## 290 000

FAMILLES SOUTENUES



## 3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES  
VERS L'EMPLOI



## 3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES  
DANS LEUR PROJET DE VACANCES



## 1 300

ENFANTS PARTIS EN ACCUEIL  
FAMILIAL DE VACANCES



## 967

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT  
EN COURS DONT 540 NOUVEAUX

### 2018, À L'INTERNATIONAL



## 3,9 MILLIONS

DE PERSONNES SOUTENUES À L'INTERNATIONAL



## 598

PROJETS



## 65

INTERVENTIONS D'URGENCE